

LE BOLSCHEVIK 4

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Trimestriel

N° 171 – Mars 2005

0,80 EUR

Non à l'Union européenne capitaliste et sa « Constitution » !



Spartakist

Rotterdam, 29 septembre 2003 : La police charge une manifestation internationale de 8 000 dockers protestant contre les attaques antisyndicales de l'Union européenne. Il y a des dizaines de blessés.

En juin dernier les chefs d'Etat de l'Union européenne (UE) se mettaient d'accord sur le texte d'un projet de « Constitution » européenne. Chirac a annoncé qu'il soumettrait le texte à un référendum le 29 mai, espérant consolider par un plébiscite son autorité racornie par trois années d'attaques sauvages contre les travailleurs et les minorités, et par les rivalités dans l'UMP. Le PS et les Verts, qui comptent revenir au gouvernement en 2007, ont appelé à voter « oui » pour bien montrer leur respectabilité et leur fidélité aux choix de base de la politique étrangère de la bourgeoisie française.

Contre cette nouvelle campagne commune PS-Verts-Chirac nous appelons à voter « non », parce que nous sommes contre l'Europe capitaliste, une alliance autour des principales puissances impérialistes d'Europe pour améliorer leur propre compétitivité face à leurs rivaux des USA et du Japon : une telle alliance ne peut se faire *que* sur le dos de la classe ouvrière multiethnique d'Europe et des peuples asservis par le néocolonialisme.

Notre opposition de principe à l'Europe



capitaliste nous distingue de la « gauche » française. Si l'on excepte les chevènementistes bourgeois, certains secteurs ultrachauvins du PCF et le PT (Parti des travailleurs, lambertiste, connu surtout pour sa « défense de la République » française impérialiste), la plupart des opposants au projet de Constitution jurent leurs grands dieux qu'ils ne sont pas contre l'Europe capitaliste en soi. Le PCF et la LCR, qui font pratiquement campagne commune pour le « non », insistent qu'ils sont pour l'Europe (capitaliste), mais contre l'Europe « néolibérale » de la « Constitution Giscard ». Ces réformistes propagent

ainsi le mythe qu'il y aurait un « bon » capitalisme européen « social et démocratique », pour lequel il faudrait lutter, et un « mauvais » capitalisme « néolibéral ».

Lutte ouvrière (LO) aussi soutient l'Europe capitaliste depuis des années. Elle s'était abstenue lors du référendum sur le traité de Maastricht en 1992. Cette fois-ci elle vote « non », mais elle n'arrête pas de louer l'unification capitaliste de l'Europe. Elle vient d'écrire un nouvel article dans *Lutte de classe* (février) :

« [...] l'unification européenne, nous sommes pour. [...] Même telle quelle, réalisée sur des bases capitalistes, avec tout ce qui en découle d'injustices et d'insuffisances, l'Union européenne représente un progrès dans un certain nombre de domaines. Rien que la fin des cloisonnements économiques et des douanes, ainsi que la liberté de circulation des personnes à l'échelle d'une partie du continent, représentent un avantage appréciable par rapport aux contrôles, aux barbelés, bien que cette liberté ne soit pas pleinement reconnue aux immigrés qui vivent et travaillent dans l'Union. »

Dans cet article de huit pages, LO fait tout simplement disparaître les rivalités de l'Europe avec les USA et celles des puissances impérialistes européennes entre elles, et



dresse un tableau idyllique de l'UE pour couvrir son propre soutien à l'UE impérialiste. « Liberté de circulation » ? Allez dire cela aux Roms qui fuient les pogromes en Roumanie, dans les Balkans ou en Slovaquie (qui fait partie de l'UE) et qui se font partout persécuter par les flics. « Un avantage par rapport aux barbelés » ? On estime à 4 000 le nombre d'immigrés africains qui se sont noyés ces dernières années en tentant de passer le détroit de Gibraltar pour entrer dans cette forteresse raciste qu'est l'Union européenne, et les ministres de celle-ci discutent ouvertement de mettre en place des *camps de concentration* financés par l'UE en Libye (ou ailleurs, mais loin des chastes regards de LO). Un ouvrier marocain, s'il est parvenu à se faire régulariser en Espagne, a le droit de « circuler » en France, tant qu'il ne s'arrête jamais car il n'a aucun droit de résidence ici.

Pour notre part nous considérons l'Union européenne comme un consortium impérialiste réactionnaire, et nous rappelons les mots prophétiques de Lénine en 1915 :

« Certes, des ententes *provisoires* sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente des capitalistes *euro-péens*... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées *contre* le Japon et l'Amérique [...] »

L'Union européenne, d'une alliance antisoviétique à un consortium impérialiste

L'Union européenne a commencé à se constituer à partir des années 1950 de la volonté des impérialistes d'Europe de l'Ouest, sous la direction des USA, de consolider leur alliance contre l'Union soviétique grâce à une meilleure cohésion économique. L'Union soviétique, en dépit de sa dégénérescence suite à l'usurpation du pouvoir politique à partir de 1924 par une caste parasitaire bureaucratique dirigée par Staline, demeurait un Etat ouvrier basé sur l'expropriation des capitalistes et la collectivisation des moyens de production à l'issue de la Révolution d'octobre 1917. C'est pourquoi nous, trotskystes, défendions l'Union soviétique, et c'est pourquoi les impérialistes voulaient la détruire afin de récupérer un accès illimité pour leurs capitaux à toute l'Europe de l'Est.

De notre défense de l'Union soviétique découlait notre opposition de principe à l'alliance militaire contre l'URSS qu'était l'OTAN, et à son corollaire économique qu'était la Communauté économique européenne. Avec la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992 le caractère de l'Union européenne a changé. La France et l'Allemagne, qui sont deux puissances impérialistes séparées



Anton Meres, Reuters

La forteresse Europe raciste, ce sont des clandestins qui se noient quotidiennement dans le détroit de Gibraltar, comme ici le 2 janvier 2003.

avec deux bourgeoisies nationales distinctes et rivales, essaient de se coordonner davantage dans le seul but de faire avancer leurs propres intérêts respectifs, et manœuvrent avec la Russie capitaliste (entre autres). Evidemment l'Allemagne, plus puissante que la France, est le partenaire dominant dans la relation. Déjà un mois après la chute du Mur de Berlin, en décembre 1989, Mitterrand négociait avec le chancelier allemand Kohl un approfondissement des relations économiques entre l'Allemagne et la France, les deux principales puissances d'Europe de l'Ouest, en passant un accord de principe pour la création d'une monnaie commune, qui était censée devenir une machine de guerre monétaire contre l'hégémonie planétaire du dollar. C'est devenu l'euro.

Mais cette alliance évolue de façon contradictoire, sous la pression des impérialistes américains dont l'économie est nettement plus dynamique et la puissance militaire incomparablement plus grande ; les USA, avec l'aide active de la Grande-Bretagne, s'emploient à freiner la constitution d'un pôle impérialiste rival, et le dollar continue à être la devise internationale de référence. De plus l'Union européenne est minée de l'intérieur par les rivalités entre les différentes puissances qui la composent, y compris la France et l'Allemagne, comme on peut le voir sur toute une série de dossiers industriels : Aventis, un « modèle » de compagnie franco-allemande, a été croqué par le français Sanofi-Synthelabo, pendant qu'Alstom lutte désespérément pour ne pas se faire absorber par l'allemand Siemens. Y compris les « success story » de l'Europe, comme Airbus qui tient maintenant la dragée haute à l'américain Boeing, ne sont pas exemptes de frictions : le lancement de l'A 380 n'a pu se faire qu'après d'interminables tractations franco-allemandes pour répartir les charges de travail (et les profits) entre Toulouse et Hambourg.

Le projet de « Constitution » européenne n'en est pas une, car il ne s'agit pas là de créer un Etat capitaliste européen même fédéral. C'est un traité entre Etats qui concède certains abandons de souveraineté dans le but de définir les règles du jeu de la concurrence entre les différentes classes capitalistes nationales d'Europe, accroître leur compétitivité contre les USA et leurs autres rivaux, et renforcer les attaques contre les travailleurs d'Europe, et notamment les immigrés. Quand Chirac ou Schröder, le Chancelier allemand, parlent d'un monde multipolaire, ils disent simple-

Suite page 20

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 I 83528. Distribué par les NMPP
 Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan
 Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

A bas la terreur policière raciste et les attaques contre les travailleurs !

25 février - Le gouvernement Chirac-Raffarin, même au plus bas dans les sondages, renforce encore ses attaques contre la classe ouvrière et les minorités. Il vient de passer une loi remettant en cause les 35 heures tout en aggravant la flexibilité inscrite au cœur des lois Aubry votées sous le gouvernement PS-PC-Verts de Jospin. Les lois Aubry déclaraient officiellement la semaine de 35 heures, mais (sans même parler des exemptions de charges sociales, blocages des salaires et autres cadeaux qu'elles apportaient aux patrons) elles introduisaient aussi l'annulation du temps de travail - et par là la possibilité pour les patrons de déterminer semaine après semaine le temps de travail sur la base de leurs carnets de commande. En ce sens les lois Aubry du gouvernement Jospin, même si elles réduisaient lors de leur mise en œuvre le temps de travail pour certains, ont directement ouvert les vannes de l'attaque actuelle des patrons pour augmenter le temps de travail. Comme l'expliquait Raffarin, il a suffi d'« assouplir » ces lois.

Pendant ce temps les effets de la défaite de la grève d'EDF de 2004 commencent à se faire sentir sur la protection sociale et les conditions de travail des électriciens. Dans les mois qui viennent c'est la privatisation de Gaz de France et des aéroports qui est prévue, avec toutes les conséquences que cela aura pour les travailleurs et sur la sécurité. A Air France, qui est maintenant entièrement privée, les travailleurs ont fait grève en février contre les tentatives de la direction de faire porter sur eux la responsabilité du mépris patronal pour la sécurité, ce qui a récemment tué une hôtesse de l'air. Demain c'est la Poste qui est visée. Dans l'enseignement, la loi Fillon non seulement dégrade la qualité de l'éducation et renforce les inégalités, mais aussi l'obligation pour les enseignants de remplacer leurs collègues malades revient pour eux en pratique à l'équivalent du passage de 35 à 40 heures. Les campagnes racistes pour diviser la classe ouvrière se poursuivent sans désespérer : rafles « antiterroristes » dans des milieux maghrébins musulmans où pas un délit ne leur est reproché, harcèlement des bouchers *halal* sous couvert de protection sanitaire, exclusions de jeunes femmes voilées des lycées, etc. Pourtant, presque deux ans après la défaite sur les retraites, les travailleurs commencent à riposter. Un danger qui les menace c'est de retrouver leurs luttes canalisées une nouvelle fois vers une impasse électorale, avec la campagne autour de la « Constitution européenne » (voir notre article page 1).

La puissance sociale de la classe ouvrière

Les travailleurs ont fait preuve de combativité chaque fois que l'occasion s'est présentée. En janvier et février les travailleurs ont fait grève et ont manifesté par centaines de



Pierre Trovet

Manifestation parisienne du 10 mars : cortège de Citroën Aulnay, en grève depuis une semaine pour le paiement du chômage partiel. Victoire à la grève !

milliers contre le projet de loi sur les 35 heures. Les bureaucrates syndicaux en sont pourtant restés à quelques journées d'action et une manif. de week-end, parce qu'au fond ils partagent l'opinion du gouvernement qu'il faut bien renforcer la compétitivité du capitalisme français contre ses rivaux et que par conséquent des concessions sont inévitables.

L'année dernière pendant la grève EDF les travailleurs ont montré qu'ils ont une énorme puissance sociale parce qu'ils peuvent stopper la production. Evidemment les ouvriers ne forment qu'une minorité de la population, au point qu'on ne cesse d'entendre que soi-disant en France ils auraient disparu, ou en tout cas qu'ils ne seraient plus qu'une couche de pauvres et d'opprimés parmi d'autres. Pourtant c'est sur la classe ouvrière industrielle, sur les travailleurs des transports et de l'énergie, que continue de reposer toute la société, car c'est leur travail qui est la source du profit des capitalistes. Non seulement la classe ouvrière produit l'équivalent de son salaire qui lui permet à peu près de se maintenir et de se reproduire, mais elle fournit du travail supplémentaire, la plus-value, que la classe capitaliste s'approprie. Comme l'écrivaient Boukharine et Préobrajensky, deux dirigeants du Parti bolchévique de Lénine en 1920 dans l'*ABC du communisme* :

« Dans des milliers de fabriques, dans des mines, des forêts et des champs, pareils à des fourmis, travaillent des centaines de millions de travailleurs. Le capitaliste leur paie, à titre de salaire, la valeur de leur force de travail,

Suite page 22

Pourquoi le mouvement antiguerre n'a pas stoppé la guerre

L'article reproduit plus bas, écrit par les camarades de jeunesse de notre section américaine, la Spartacist League (S.L. U.S.), pour la manifestation du 20 janvier contre Bush le jour de son investiture, dresse un bilan du mouvement antiguerre. L'article explique surtout pourquoi il n'a pas réussi à stopper la guerre en Irak et pourquoi, presque deux ans après, les troupes américaines/britanniques et leurs alliés sont toujours présentes et toujours en train de terroriser la population.

La question de l'Irak a joué un rôle différent aux USA et en France, mais les leçons politiques centrales à tirer de l'histoire récente du mouvement antiguerre, ici et en Amérique, sont les mêmes : on ne peut pas réformer l'impérialisme, le rendre plus rationnel, plus humain. On ne peut pas le convaincre et le forcer à changer son cours et déposer ses armes de destruction massive. La guerre fait partie intégrante du système capitaliste, et la seule façon efficace en fin de compte de lutter contre la guerre c'est de lutter pour renverser tout le système capitaliste. Nos sections dans divers pays sont intervenues dans les manifestations antiguerre pour justement faire comprendre que le pacifisme est une illusion dangereuse qui n'empêche pas la guerre et désarme les ouvriers.

L'article commence avec la remarque que « seule la classe ouvrière a la puissance nécessaire pour renverser le système impérialiste ». Mais les divers groupes sociaux-démocrates qui animaient le mouvement antiguerre dissimulaient délibérément la nature de classe de la guerre en alimentant les illusions qu'on pouvait faire pression sur l'impérialisme pour le rendre plus humain. Leur programme procapitaliste les amenait donc tout naturellement à construire des coalitions antiguerre totalement inscrites dans un cadre capitaliste, et même à se tourner carrément vers des politiciens capitalistes pour construire ces coalitions.

Ici en France, Chirac s'est lui-même présenté comme le dirigeant mondial pour la « paix ». La France est un pays impérialiste rival des USA, moins puissant et dominé par eux, qui s'est rebellé contre la guerre américaine parce que celle-ci allait à l'encontre de ses propres intérêts. Chirac a paré son désir de protéger les intérêts économiques français en Irak d'un emballage brut d'antiaméricanisme et d'un jargon hypocrite que c'est la mission divine de la France



WV Photo

Les politiciens Démocrates Al Sharpton lors d'un rassemblement antiguerre en 2002 (à gauche) et Dennis Kucinich à un rassemblement contre l'occupation de l'Irak à Los Angeles en 2003 (à droite). La politique procapitaliste des organisateurs réformistes rendait ces manifestations acceptables pour les Démocrates.



Cornelius Cardew

« républicaine » de civiliser et démocratiser le monde plutôt que de mutiler et tuer. Et cela au moment même où le gouvernement était en train de relancer les déportations de sans-papiers par charters, d'augmenter la terreur raciste contre la jeunesse maghrébine dans les banlieues en renforçant Vigipirate, et d'envoyer plus de troupes françaises en Afrique,

préfigurant le massacre perpétré en novembre dernier en Côte d'Ivoire.

Donc quelle a été la réponse du mouvement antiguerre à l'époque ? Il y a eu bien sûr des condamnations de l'impérialisme US mais aucun appel à ce que la classe ouvrière arrête les déportations de sans-papiers ou à ce qu'elle manifeste contre Vigipirate, et aucune tentative n'a été faite de lier les actions contre la guerre en Irak avec des revendications pour que les troupes françaises quittent la Côte d'Ivoire. De tels appels auraient posé la question d'une *lutte de classe* contre la bourgeoisie capitaliste française. Le 12 avril 2003 « Agir contre la guerre » (ACG) a signé avec la LCR, les JCR, le PS et le PCF, une déclaration commune adressée à Chirac et Cie : « Nous demandons au gouvernement français de prendre les initiatives nécessaires auprès des instances internationales (Assemblée générale de l'ONU, Cour internationale de justice...) pour condamner les Etats agresseurs ». Et Chirac n'était pas le seul politicien bourgeois qui était courtisé - Chevènement, ex-ministre des flics sous Jospin, responsable de milliers de déportations et du renforcement de la législation anti-immigrés, considérait aussi que la guerre menée par les USA était contre les intérêts des impérialistes français. Il s'est arrangé pour rejoindre la manifestation du 5 mars 2003 et même être à sa tête. Lorsque quelques anarchistes et des sans-papiers se sont mobilisés pour le jeter de la manif, ils ont été repoussés par le service d'ordre de la LCR qui protégeait cet ennemi de la classe ouvrière. D'autres dans la gauche ont aussi publiquement défendu la participation de Chevènement, par exemple Alexandre Rouillard, directeur de publication du journal de la Gauche révolutionnaire (GR), lors d'un meeting des JCR à Rouen le 25 mars 2003, contre nos protestations. Comme nous l'avons dit à l'époque : « Ca c'est le prix de "l'unité" avec les politiciens bourgeois pour avoir un mouvement "large" » (*le Bolchévik* n° 163, printemps 2003). L'« unité »

avec Chirac signifiait l'unité avec la bourgeoisie contre les sans-papiers. En fait cette « unité nationale » derrière Chirac (venant juste après le vote du PS, du PCF et de la LCR pour Chirac aux présidentielles de mai 2002), et en l'absence d'actions pour protester contre la reprise des déportations par charters de sans-papiers, a suffisamment encouragé ce gouvernement pour qu'il s'attaque au reste de la classe ouvrière deux mois plus tard sur les retraites, des acquis pour lesquels elle s'est durement battue.

Deux ans après, le cadre pour le mouvement antiguerre reste le même. Essentiellement, c'est construire toujours plus gros, entraîner la « majorité de la population », pour citer ACG. Le 15 février 2003, la Grande-Bretagne a fait l'expérience de la plus grande manifestation de toute son histoire – deux millions de personnes ont manifesté contre la guerre en Irak. C'était sans le moindre doute une bonne chose que tant de gens soient descendus dans la rue pour protester. Mais à peine quelques semaines plus tard, quand les bombes ont commencé à pleuvoir sur l'Irak, les manifestations se sont réduites à quelques milliers d'individus. Ce n'est pas vraiment le nombre qui est clé – mais sur quel programme politique et sous quelle direction politique les gens sont mobilisés.

A la tribune de ce rassemblement à Londres sont apparus un ensemble de politiciens bourgeois, de bureaucrates syndicaux, et de socialistes autoproclamés. L'un des mots d'ordre principaux scandé par le dirigeant de Stop the War (la coalition contre la guerre), George Galloway, qui a ensuite été repris par le vétéran nationaliste et ex-dirigeant du FLN algérien Ben Bella, était... « Vive la France ». Au fond la recherche de l'« unité » la plus grande signifie toujours pour les réformistes qu'ils subordonnent les intérêts de la classe ouvrière et des opprimés à une aile de la bourgeoisie. Dans ce cas particulier, Galloway aurait préféré que la Grande-Bretagne laisse tomber les Etats-Unis et s'associe au soi-disant axe de la paix (la France et l'ONU). Les sanctions de l'ONU, il ne faut jamais l'oublier, ont à ce jour tué plus d'Irakiens que la guerre et l'occupation de Bush.

Cette logique consistant à se tourner vers la bourgeoisie plutôt que vers des actions indépendantes de la classe ouvrière – par exemple en cherchant à mobiliser les dockers et les cheminots pour arrêter les munitions en partance pour les bases de l'OTAN (voir plus bas pour des exemples concrets) – a façonné l'intervention du mouvement antiguerre au cours des élections présidentielles américaines de l'an dernier. Aux USA comme en France, alors qu'approchaient les élections, le « mouvement antiguerre » s'est pratiquement dissous dans le marais du « n'importe qui sauf Bush », c'est-à-dire « votez Kerry (ou Nader) », et les manifestations nationales contre l'occupation de l'Irak ont cessé.

De leur côté, certains groupes de gauche comme la LCR et la Gauche révolutionnaire (membre du Comité pour une Internationale ouvrière – CIO – dirigé par Peter Taaffe) ont partagé cette approche en soutenant la candidature d'un Ralph Nader. La GR écrivait dans *l'Egalité* (novembre/décembre 2004) : « Nader se prononce ouvertement pour le retour immédiat des troupes, pour un programme public de création de millions d'emplois, une sécurité sociale universelle et l'extension des droits des travailleurs [...]. » L'organisation sœur du CIO aux Etats-Unis, Socialist Alternative, écrivait que sa campagne « était le meilleur moyen [...] d'argumenter plutôt qu'il faut construire un parti qui représente les millions, pas les millionnaires » (mis en ligne sur socialistworld.net le 13 décembre

2004). Nader est un politicien bourgeois, il est lui-même un homme d'affaires millionnaire, et il ne cache à personne le fait qu'il n'est pas anticapitaliste. En fait la GR reconnaît cela. Elle écrivait : « Nader ne remet pas réellement en cause le système capitaliste. Il n'est pas pour la mise en place d'une économie socialiste » (*l'Egalité*, novembre/décembre 2004). Malgré cela, un groupe qui s'appelait lui-même « Gauche révolutionnaire » recommandait au prolétariat américain multiracial de voter pour ce politicien bourgeois.

Ralph Nader ne s'est pas non plus porté candidat en opposition à l'occupation de l'Irak. Ce qu'il demandait était le remplacement des troupes US par « une force de paix internationale venant des nations neutres [...] et des pays islamiques [...] sous les auspices des Nations Unies » (mis en ligne sur votenader.org le 19 avril 2004). Voilà qui aurait sûrement été une douce mélodie aux oreilles de Jacques Chirac. En ce qui concerne la posture soi-disant pro-ouvrière de Nader, il s'oppose à ce qu'il y ait des syndicats dans ses propres entreprises, il parle sans arrêt de protectionnisme en faveur des emplois américains, et il faisait campagne sur le contrôle de l'immigration aux Etats-Unis : « Nous devons limiter le nombre de personnes qui viennent illégalement dans ce pays [...] » (votenader.org).

La raison qui nous pousse à critiquer la politique des réformistes dans le mouvement antiguerre est qu'elle désoriente et démoralise les jeunes et les ouvriers qui veulent vraiment s'opposer à la barbarie impérialiste. Et nous insistons que ce dont la classe ouvrière a besoin, c'est de son propre parti révolutionnaire. Un parti qui dit la vérité, même s'il doit offenser des bourgeois « de gauche » ou se les mettre à dos. Et surtout un parti qui se donne pour but de mobiliser principalement le prolétariat, pour s'attaquer à ce système capitaliste de guerre et de racisme, et le vaincre.

Young Spartacus

**Il faut rompre avec
les Démocrates, l'autre parti
de la guerre et du racisme !**

Troupes US, hors d'Irak !

Le 20 janvier, des milliers de manifestants sont attendus à Washington pour protester contre l'investiture de l'impérialiste en chef George W. Bush. Au même moment, à San Francisco, Los Angeles, Seattle et dans plusieurs autres villes, des initiatives similaires feront écho à cette manifestation contre cette investiture à Washington, avec comme mots d'ordre « Ramenez les soldats à la maison, mettez fin à l'occupation de l'Irak ! » Ces manifestations – ainsi que d'autres prévues les 19 et 20 mars pour le deuxième anniversaire de l'invasion – sont présentées comme une occasion pour le mouvement antiguerre de se remettre sur pied et d'afficher une partie de la vigueur des premiers jours, quand des millions de personnes, dans le monde entier, protestaient contre la marche de l'impérialisme US vers une guerre brutale contre l'Irak. Les différentes organisations qui composaient à l'époque la direction du mouvement antiguerre ont donc entrepris d'expliquer avec bien des contorsions pourquoi ces immenses manifestations se sont pratiquement éva-



WV Photo

Le cortège de la Spartacist League/U.S. et du Spartacus Youth Club à la manifestation de mars 2004 à Chicago contre l'occupation de l'Irak

porées une fois que Bush eut proclamé la victoire en Irak et se soit embarqué dans l'occupation de ce pays.

Pour ceux qui veulent que soit mis fin à la sanglante occupation de l'Irak, il est nécessaire d'étudier l'histoire du mouvement antiguerre, et on doit commencer par ce fait important : *ça n'a pas marché*. Au niveau international, les manifestations de 2003 ont été les plus grandes depuis le mouvement contre la guerre du Vietnam. Pourtant, un mois après les manifestations internationales massives du 15 février, les troupes américaines ont envahi l'Irak. Ces manifestations ont exprimé une opposition importante et réconfortante, mais elles n'ont pas retardé, ne serait-ce que d'un seul jour, le déclenchement impitoyable de la guerre. Leçon qu'il faut tirer de cette expérience, c'est qu'on ne peut pas réformer l'impérialisme, qui est l'expression inévitablement sanglante du capitalisme à son stade suprême. La guerre impérialiste ne disparaîtra qu'avec la destruction du système capitaliste qui l'engendre.

Il est possible cependant de porter des coups contre la guerre impérialiste ; la question est : comment ? Début 2003, les conducteurs de train écossais ont refusé d'acheminer des munitions destinées à une grande base de l'OTAN. En Italie, des syndicalistes et des militants antiguerre ont bloqué des voies ferrées pour empêcher qu'elles soient empruntées par des convois partis d'une base de l'OTAN en direction d'un des plus grands dépôts de munitions d'Europe. Ce genre d'actions lutte de classe ne sont pas simplement « une bonne chose » comme peuvent l'être toutes les manifestations contre la guerre. Isaac Deutscher, un vétéran du marxisme, expliquait qu'une seule grève des dockers contre la guerre du Vietnam aurait eu autant de valeur qu'un millier de manifestations pour la paix. Ce genre d'actions lutte de classe montrent l'immense puissance sociale du prolétariat. Parce qu'ils ont directement les mains sur les moyens de production – les usines et les mines ainsi que les transports et toutes les industries qui permettent à la société de fonctionner – les ouvriers ont, en cessant de travailler, le pouvoir de fermer le robinet des profits qui alimente les capitalistes. Aucune autre couche sociale n'a ce pouvoir.

Mais des obstacles s'opposent à la mobilisation de ce pouvoir. Aux Etats-Unis, ce sont principalement les bureaucrates syndicaux, dont l'allégeance va au système capitaliste, principalement par l'intermédiaire du Parti démocrate, qui entravent le pouvoir de la classe ouvrière ; ils l'empêchent de lutter

efficacement pour ses propres intérêts économiques, et à plus forte raison contre les exactions de l'impérialisme US. Les actuels dirigeants syndicaux traîtres doivent être combattus politiquement et remplacés par une direction lutte de classe.

C'est précisément pour passer le message que seule la classe ouvrière a la puissance nécessaire pour renverser le système impérialiste que nous sommes intervenus dans les manifestations antiguerre, et que nous interviendrons le 20 janvier dans les manifestations contre l'investiture de Bush. Les organisations qui ont dirigé le mouvement antiguerre développent un programme et des pratiques qui constituent des *obstacles* empêchant de forger cette conscience.

Pendant que les Etats-Unis se préparaient à la guerre contre l'Irak, ces groupes appelaient à la plus grande unité possible de « tous ceux qui sont contre la guerre ». Mais la société américaine est divisée en classes : d'un côté la classe ouvrière qui produit les richesses, de l'autre son ennemi – la classe dirigeante capitaliste qui s'approprie ces richesses. Ce genre d'appels à l'« unité » contre la guerre ont un contenu et des résultats pratiques *de classe* : ils appellent à « unir » la classe ouvrière et les opprimés avec certains de leurs propres oppresseurs, membres de la classe capitaliste qui, pour leurs propres raisons, sont contre la guerre. Au lieu d'amener la classe ouvrière à prendre conscience qu'elle doit lutter indépendamment des capitalistes pour ses propres intérêts, ce genre d'appels à l'« unité » perpétuent le mensonge comme quoi il y aurait de « bons » capitalistes à qui on pourrait faire confiance pour s'opposer à la guerre impérialiste. De cette manière, les réformistes perpétuent le système capitaliste au lieu de planter les germes de sa destruction.

Construire un mouvement antiguerre où les Démocrates se sentent chez eux

Un article sur les leçons du mouvement antiguerre a été publié dans le numéro du 19 novembre 2004 de *Socialist Worker*, le journal de l'International Socialist Organization (ISO). Ce texte de Meredith Kolodner, intitulé « Reconstruire le mouvement antiguerre », n'aborde pas une question qui n'est pas sans importance, à savoir que le mouvement antiguerre n'a pas stoppé la guerre. Toutefois, il met involontairement le doigt sur la conséquence logique de l'« unité » de tous ceux qui sont contre la guerre : canaliser l'opposition à la guerre vers le Parti démocrate proguerre. Sous la plume de Kolodner, on trouve ce commentaire désabusé :

« Beaucoup, dans la période précédant les élections, avaient argumenté que nous ne devions pas opposer le vote pour Kerry et la construction du mouvement – qu'en fait, nous pouvions faire les deux, et qu'en outre les élections pouvaient aider à mobiliser le mouvement. Mais la réalité a été – comme tant de fois auparavant dans l'histoire des mouvements sociaux et du Parti démocrate – que c'était un choix, et le mouvement a choisi de voter pour Kerry au lieu de construire ses propres forces. Le candidat proguerre a remplacé le mouvement comme position « de gauche » sur la guerre. Et ainsi, tandis que la ville de Fallouja est confrontée à un massacre largement annoncé, le mouvement peine à réagir. »

Mais les participants au mouvement antiguerre n'ont pas simplement, de façon soudaine et spontanée, « choisi » de voter pour les Démocrates et par conséquent de disparaître des manifestations. Au bout du compte, il y a deux manières de chercher à se mobiliser contre la guerre impérialiste : on peut se tourner vers la classe ouvrière et les opprimés pour lutter indépendamment de la classe capitaliste, ou on peut se

Suite page 17

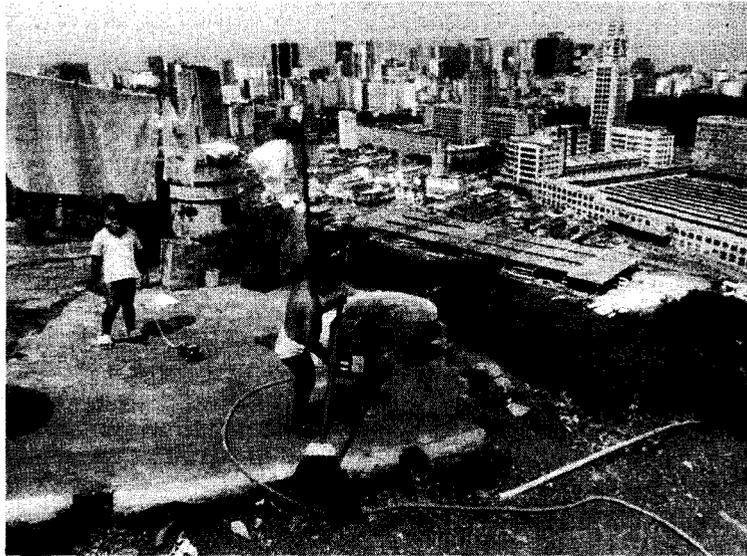
Brésil : Du PT au P-SOL

La gauche française à la traîne de la collaboration de classes

Paris, le 8 mars - A l'occasion du 5^e Forum social mondial (FSM) du 26 au 31 janvier dernier à Porto Alegre, au Brésil, plus de 100 000 altermondialistes se sont rassemblés en opposition au « néolibéralisme », à l'occupation de l'Irak, etc. Le Forum était financé directement par des institutions capitalistes et par les politiciens bourgeois qui sont leurs larbins (tout comme c'était déjà le cas pour les Forums sociaux européens en France et en Grande-Bretagne) : plus de 1,7 million d'euros de dons venaient des ONG telles que la Fondation Ford, et l'Etat fédéral

géré par le Partido dos Trabalhadores (Parti des travailleurs - PT) de Lula a versé deux millions d'euros. Aussi, des politiciens bourgeois de toutes sortes ont participé au Forum social mondial de Porto Alegre. Un message du Président Chirac a été lu au Forum et les deux grandes vedettes du FSM étaient le président du Brésil, Lula, et le président du Venezuela, Hugo Chávez. En tant que marxistes, nous nous opposons à ces forums sociaux car ce sont des organisations collaborationnistes de classe comprenant l'implication directe d'organisations bourgeoises et d'agences de l'Etat bourgeois.

Les capitalistes et les politiciens bourgeois financent et apparaissent dans les forums sociaux pour faire valoir leurs références antiaméricaines contre Bush afin de se donner plus de crédibilité pour la mise en œuvre des attaques contre les travailleurs dans leur propre pays. Donc, à Porto Alegre, Lula a lancé une « campagne contre la pauvreté ». Parlons un peu de pauvreté au Brésil : les *favelas* (bidonvilles) entourent toutes les grandes villes, il y a le racisme contre les Noirs, l'assassinat des *meninos da rua* (enfants de la rue), des millions de paysans sans terre, la domination et le pillage impérialiste. Ce n'est pas un blabla cynique de dirigeant capitaliste qui changera cela. Le Brésil a une des économies les plus importantes de l'Amérique latine. Les puissants travailleurs du pays produisent toute la richesse, des voitures à l'extraction du pétrole en passant par l'électricité. Les ouvriers sont les seuls qui ont la capacité d'arrêter la production, et qui peuvent diriger la lutte à la tête de tous les opprimés, des paysans sans terre aux pauvres des *favelas*, pour



Bidonville surplombant les gratte-ciel de Rio de Janeiro. Le Brésil est l'un des pays les plus inégalitaires du monde.

une révolution socialiste qui arracherait les usines des mains des capitalistes et mettrait en place un Etat ouvrier. Pour subvenir aux besoins de la majorité de la population il faut une économie centralisée et collectivisée basée sur des conseils ouvriers.

Il n'y a pas de solution à l'arriération économique dans un développement « national » du capitalisme. Aussi, une révolution ouvrière devrait être étendue ailleurs en Amérique latine, mais aussi jusqu'aux Etats-Unis. Aux USA les travailleurs noirs forment une com-

posante très puissante de la classe ouvrière, et il est certain que toute lutte du prolétariat brésilien largement noir aurait un impact aux USA. C'est seulement avec la participation des ouvriers des Etats impérialistes que l'impérialisme capitaliste pourra être détruit, et les énormes ressources de ces pays mises au service de toute l'humanité.

Lula est arrivé au pouvoir en 2002 avec la bénédiction de la bourgeoisie brésilienne parce que les capitalistes estimaient qu'il avait l'autorité nécessaire pour convaincre les travailleurs d'accepter des mesures d'austérité. Le bilan de ces deux ans de gouvernement c'est le démantèlement des retraites, des attaques contre l'éducation qui ont suscité des protestations sur les facts, aucune réforme agraire, et un énorme excédent budgétaire pour satisfaire les exigences du FMI de remboursement de la dette du pays. Le PT de Lula est un parti ouvrier bourgeois, avec une base ouvrière mais une direction ayant un programme procapitaliste. La coalition qui a porté Lula au pouvoir est un exemple de ce qui est connu historiquement comme un front populaire, c'est-à-dire une coalition où plusieurs partis ouvriers s'allient à des forces bourgeoises. Le PT de Lula avait même fait alliance avec le Parti libéral du grand capitaliste José Alencar. Nous, marxistes, appelons cela de la collaboration de classes alors que les intérêts des travailleurs et des capitalistes sont inconciliables. Les travailleurs produisent toute la richesse et font marcher tous les moyens de communications et de transports dans la société. Les capitalistes qui sont les propriétaires des usines, des sociétés de télécommunications,



Sans crédit

Miguel Rossetto, ministre du Développement agricole dans le gouvernement de Lula, salue le pape Wojtyla en 2003. Rossetto est membre de l'organisation sœur de la LCR au Brésil qui est dans le PT.

etc. s'approprient le profit extrait de la force de travail. Les travailleurs ne peuvent pas se battre dans leur propre intérêt quand ils se subordonnent politiquement à la bourgeoisie.

Néanmoins, l'arrivée au pouvoir de Lula a été largement perçue comme une victoire, ou un premier pas, par des organisations en France qui se disent trotskystes. La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a écrit que « les scores électoraux du PT n'en constituent pas moins une défaite pour le néolibéralisme et témoignent d'un déplacement significatif du rapport de forces dans la société brésilienne » (*Inprecor*, janvier-février 2003). L'organisation sœur de la LCR au Brésil, dans le courant Démocratie socialiste (DS), fait carrément partie du PT. D'ailleurs le ministre du Développement agricole de Lula, Miguel Rossetto, est membre de DS. A la différence des réformistes du Secrétariat unifié (SU – l'organisation internationale à laquelle est affiliée la LCR), les révolutionnaires s'opposent par principe à la participation dans un organe exécutif de l'Etat bourgeois, car la bourgeoisie n'admet des « socialistes » ou même des « trotskystes » dans son gouvernement qu'à condition qu'ils défendent l'ordre capitaliste, et c'est exactement ce que fait Miguel Rossetto.

Le groupe de jeunesse de la LCR, les JCR, était un peu plus réservé par rapport au fait d'avoir un camarade dans le gouvernement de Lula. « *red* » écrit en mars 2004 : « Le gouvernement Lula est un gouvernement libéral qui combat le mouvement social. » Mais aussi elles laissent entendre que peut-être le gouvernement capitaliste pourrait agir dans l'intérêt des travailleurs et des pauvres si seulement il avait un peu de bonne volonté. Alors elles prennent la défense de leur camarade ministre Rossetto, disant « De toute évidence, le financement du ministère de la réforme agricole n'est pas la priorité de Lula, et dès lors, notre camarade n'a pas pu faire tous les changements qu'il souhaitait » (« *red* », janvier 2004). Loin de ce que racontent les JCR, il y a eu moins de distribution de terres sous le gouvernement Lula/Rossetto que sous le gouvernement précédent de droite ; et Rossetto a sur les mains le sang de chaque paysan sans terre assassiné par les grands propriétaires terriens pour lesquels le gouvernement de Lula travaille.

La Gauche révolutionnaire (GR), affiliée au Comité pour une Internationale ouvrière (CIO), a dans un premier temps apporté sa contribution aux illusions dans l'élection de Lula, saluant une « victoire de la classe ouvrière » (*l'Egalité*, novem-

bre-décembre 2002). De 1998 jusqu'à récemment les camarades de la GR au Brésil construisaient le PT de l'intérieur, avec quelques critiques, dans la tendance Socialisme révolutionnaire (SR). Si critiques du PT soient-ils aujourd'hui, la vérité c'est que leurs camarades sur place ont aidé très directement à la mise en place du gouvernement actuel.

Les illusions qu'il y avait dans le gouvernement de Lula ont commencé à se dissiper, et le mécontentement commence à grandir parmi les jeunes, les travailleurs et les paysans. Et évidemment les opportunistes de DS, de SR, etc. se sont adaptés à ce changement. Une scission récente du PT reflète le niveau de mécontentement et de colère contre le gouvernement. Le Parti socialisme et liberté (P-SOL) s'est créé en résultat de l'expulsion du PT en décembre 2003, contre leur gré, des parlementaires Heloísa Helena, Babá, Luciana Genro et João Fontes. Ces derniers protestaient contre les attaques du gouvernement fédéral contre les retraites. Le P-SOL a été formé officiellement lors d'une conférence en juin 2004 et sa direction contient pas mal de groupes se réclamant du trotskysme. Heloísa Helena était membre du courant Démocratie socialiste au sein du PT, et une minorité des forces anciennement de DS se retrouve maintenant dans le P-SOL. Le courant SR s'est retrouvé exclu du PT au même moment que certains membres de DS, et maintenant il anime aussi le P-SOL. Il y a aussi quelques individus qui ont quitté le PSTU moréniste et des individus d'autres groupes.

Le programme de réformes du P-SOL se prononce contre l'impérialisme, pour une réduction de la semaine de travail, etc. Il mentionne même l'oppression des Noirs et des homo-



Sans crédit

Heloísa Helena, qui se proclame catholique pratiquante, un des membres fondateurs du P-SOL.

sexuels. Mais si le P-SOL prend une posture plus à gauche c'est pour mieux canaliser la colère des jeunes et des travailleurs, non pas dans une lutte contre le système capitaliste et pour la construction d'un nouveau parti révolutionnaire, mais dans la construction d'un parti réformiste plus à gauche que le PT. Le programme du P-SOL, adopté les 5 et 6 juin 2004 lors de sa conférence nationale de fondation, dit qu'il faut construire un nouveau parti car « C'est une nécessité objective pour ceux qui, ces vingt dernières années, ont construit une conception combative du PT et lui ont offert la possibilité extraordinaire d'ouvrir la porte à un Brésil sans misère et sans exploitation, mais qui ont vu la trahison de leurs luttes, rêves et aspirations. » Le P-SOL se base essentiellement sur l'idée que le programme du PT était correct mais que ce dernier a mal tourné une fois au pouvoir, donc les « luttes » et « rêves » des fondateurs du P-SOL ont été « trahis ». Le PT n'a pas du tout « trahi » son programme car il avait dès le début un programme de collaboration de classes. Le PT participe à des coalitions avec des partis bourgeois depuis les élections présidentielles de 1989. En 2002 Lula est arrivé au pouvoir avec la bénédiction de la bourgeoisie brésilienne. Mais cela n'est pas en contradiction avec son programme, car il avait toujours l'objectif de gérer

l'Etat bourgeois.

Le P-SOL dit que sa base programmatique ne peut se fonder que sur un principe : « la défense de l'indépendance politique des travailleurs et des exclus. Le parti que nous sommes en train de créer n'aura pas pour but de préconiser la collaboration de classes. » En fait, des membres du SU animent la direction du P-SOL, mais la plupart de ses membres demeurent dans le courant Démocratie socialiste au sein du PT et une résolution de la conférence nationale de DS a condamné le « projet de parti sectaire » de ce qui est devenu le P-SOL (*Inprecor*, septembre 2004). Néanmoins, pour Heloïsa Helena, l'indépendance de classe est un principe tellement « cher » qu'elle reste dans *la même internationale* que ses camarades qui ont un ministre dans le gouvernement de Lula. Lors des élections municipales de novembre 2004 le P-SOL national a soutenu le candidat du PT/courant DS, Luizianne Lins, au deuxième tour à Fortaleza. Lins a réussi à gagner la mairie avec le soutien au deuxième tour de plusieurs petits partis bourgeois (qui, en échange de leur soutien, ont reçu des places dans l'exécutif municipal), comme le Parti démocratique travailliste (PDT, un parti populiste) et les Verts (PV). Le P-SOL a aussi refusé de s'opposer au PT à Porto Alegre, où le candidat sortant, Raul Pont (aussi du PT/courant DS), était en coalition avec plusieurs partis bourgeois. La direction nationale du P-SOL a soutenu une déclaration « contre le candidat Fogaça (PPS), sans déclarer un vote pour Raul Pont » et défendant soit le vote pour Pont, soit un vote nul (« Texto da executiva nacional do P-SOL sobre balanço das eleições municipais », non daté, mis en ligne sur www.psol.org.br). La majorité des membres dirigeants du P-SOL viennent du PT mais ils ne critiquent jamais leurs propres activités passées en tant que membres du PT, car ils continuent les mêmes pratiques.

S'il fallait encore un exemple de collaboration de classes dans le programme même du P-SOL, on peut y lire : « Il est fondamental de démocratiser les forces policières et en particulier l'armée, avec le droit de la troupe à la libre organisation politique et à élire ses commandants ; avec le droit à la promotion, sans limitations pour les officiers subalternes. » C'est un appel suicidaire pour les travailleurs : plus de droits « démocratiques » pour les flics, cela veut dire de meilleures conditions pour eux pour casser la prochaine grève, et de meilleures conditions pour assassiner de sang-froid les enfants de rue ! C'est l'essence même du réformisme et de la collaboration de classes. Les capitalistes se maintiennent au pouvoir en partie par l'idéologie et en partie par la force, leur Etat : les flics, les matons, l'armée. Toutes les leçons sanglantes de l'histoire montrent qu'il n'est pas possible de « réformer » l'Etat bourgeois. Il faut le renverser et les travailleurs doivent mettre en place leur propre Etat : la dictature du prolétariat.

Ce qu'il faut c'est construire un parti révolutionnaire, mais les pseudo-trotskystes français se tournent vers le Brésil comme modèle pour voir comment construire un parti réformiste. La LCR et les JCR ont surtout fait campagne contre l'exclusion d'Heloïsa Helena du PT et, maintenant que leurs camarades sont exclus, l'essentiel de l'attention de la LCR reste sur DS ; ils sont ravis de la victoire récente de leur camarade Luizianne Lins du PT à Fortaleza et ils pleurent la perte de la ville de Porto Alegre qu'ils ont longtemps contrôlée. La GR/CIO « salue la naissance » du P-SOL (*l'Egalité*, septembre-octobre 2004), car au fond elle voit un grand parti non révolutionnaire non comme un nouvel obstacle, mais au contraire comme un pas vers la construction d'un parti véritablement révolutionnaire ; et en cela elle prend le P-SOL

comme modèle. La GR dit : « Mais il ne faut pas pour autant adopter une position sectaire et exiger de façon mécanique comme préalable que le nouveau parti soit révolutionnaire. » Même si dans la phrase suivante elle cherche à modérer un peu sa déclaration : « Cela ne veut pas dire que le parti des travailleurs soit une étape obligée avant le parti révolutionnaire. » Pour le CIO, le programme du P-SOL « présente la perspective et la stratégie socialiste comme un aspect fondamental du nouveau parti à construire » (*l'Egalité*, janvier-février).

Nous luttons pour un parti authentiquement marxiste qui se fera le champion des droits de tous les opprimés – Noirs, femmes, homosexuels, paysans – avec un programme lutte de classe conçu pour amener la classe ouvrière au pouvoir. Ceci n'est pas possible en construisant un parti comme le P-SOL qui dans son programme parle sur le « féminisme », les Noirs et les homosexuels, mais ne mentionne même pas une question démocratique fondamentale pour les femmes : le droit à l'avortement. Le P-SOL est certainement sous la pression de la puissante Eglise catholique brésilienne, comme le montre cette déclaration de la principale porte-parole du P-SOL, Heloïsa Helena :

« Je suis catholique. Je vais toujours à l'église. J'ai beaucoup d'amis à l'intérieur qui sont prêtres. La semaine passée, je suis allée quatre fois à la messe dans une seule ville, aidant dans la célébration. J'ai retrouvé la foi il y a des années, par la douleur, et je suis tout à fait convaincue. Mon expérience religieuse est avec le camarade qui est là-haut dans les cieux, et qui m'a donné beaucoup de preuves d'amour dans les moments difficiles que j'ai traversés durant ma vie. »

– Interview au *Jornal do Brasil*, reproduite dans *Inprecor*, janvier-mars 2004

Nous, trotskystes, nous nous battons *pour l'avortement libre et gratuit ! Flics, curés, hors des chambres à coucher !*

Un parti révolutionnaire doit être capable d'opposer, en pratique, les idées libératrices du communisme aux préjugés de l'idéologie dominante dans tous les aspects de la vie sociale : contre le machisme qui prévaut, pour la lutte pour la libération des femmes par la révolution socialiste, contre le racisme, brandir l'étendard de la libération des Noirs et combattre pour défendre les paysans et les peuples indigènes. Comme nous l'écrivions dans notre article « Le front populaire de Lula serre la vis aux travailleurs » (*le Bolchévik* n° 167) :

« [Le parti révolutionnaire] doit se placer à la tête des luttes de tous les opprimés, dans le cadre du combat pour instaurer le pouvoir ouvrier, détruire le pouvoir des patrons et placer les ressources et les énergies immenses du pays au service des besoins humains les plus urgents. Cette perspective est nécessairement internationaliste, et s'inscrit dans la lutte pour reforge la Quatrième Internationale afin de diriger de nouvelles révolutions d'Octobre. » ■

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévik
BP 135 -10
75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

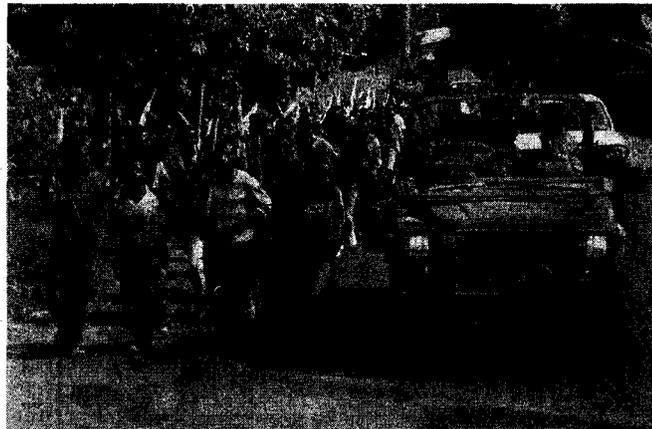
E-mail : ltf@webmails.com

Troupes françaises, hors d'Afrique !

Le pendant à l'extérieur de la politique raciste du gouvernement français, c'est la terreur néocoloniale des troupes françaises en Côte d'Ivoire et ailleurs (voir notre article dans *le Bolchévik* n° 170, décembre 2004, sur le massacre de dizaines d'Ivoiriens désarmés par la soldatesque française au mois de novembre). Nous disons : **Troupes françaises, hors de Côte d'Ivoire !** Nous sommes intervenus ces derniers mois contre les appels du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (voir *Rouge*, 25 novembre 2004), du secrétariat international de la CNT pro-anarchiste (voir *Combat syndicaliste*, décembre 2004), d'Alternative libertaire, etc., à remplacer ces troupes par un contingent de l'Union africaine, une revendication partagée au moins en partie par Chirac qui voudrait se décharger des basses œuvres de l'ordre néocolonial sur des troupes locales sûres (togolaises, etc.)

Ce sont les puissances impérialistes, notamment les Français et les Britanniques, qui se sont partagé l'Afrique il y a cent ans. Leur découpage arbitraire des frontières au mépris des ethnies et peuplades, leur pillage brutal des richesses locales, la poursuite et l'aggravation de leurs rivalités aujourd'hui sur fond de destruction de l'Union soviétique, sont à l'origine de toutes les guerres qui ensanglantent le continent. C'est une cruelle illusion de penser que ces mêmes puissances, elles ou les troupes des dictatures locales qu'elles arment et financent, pourraient maintenant s'interposer et imposer la paix.

Il y a en France des démocrates épouvantés par les crimes de leur propre bourgeoisie qui veulent s'opposer à la « Françafrique ». Mais comme ils abordent le problème sans remettre en cause le cadre capitaliste, soit ils s'en remettent aux satrapes locaux des concurrents impérialistes de la France, par exemple le Nigeria ou le régime autoritaire du Rwanda soutenus par les Britanniques, soit ils voient dans l'Afrique du Sud une nouvelle Afrique dégagée du colonialisme. Comme le décrit l'article de nos camarades sud-africains reproduit ici en page 24, l'Afrique du Sud est en fait un néo-apartheid où les capitalistes blancs ont coopté la direction de la lutte de libération noire et du mouvement ouvrier pour maintenir leur pouvoir. En Afrique du Sud, ce n'est pas le



Pascal Guyot/AFP

Au Rwanda en juin 1994, une patrouille française de l'opération « Turquoise » longe une colonne de miliciens hutus en plein génocide des Tutsis.

président Mbeki qui est l'allié des victimes ivoiriennes de l'impérialisme français, mais la puissante classe ouvrière sud-africaine. Une révolution ouvrière en Afrique du Sud pourrait enfin ouvrir la voie à une véritable libération du continent des griffes de l'impérialisme, mais le premier pas sur cette voie c'est de lutter contre le maintien en tutelle des ouvriers au travers de l'alliance de la principale fédération syndicale, le COSATU, et du Parti communiste sud-africain avec l'ANC capitaliste. Pour une véritable indépendance de la classe ouvrière par rapport aux capitalistes !

Face à la Françafrique d'autres font même appel à la bonne conscience de la France. Par exemple l'association Survie est définie dans la revue *No pasaran* (février) comme voulant notamment « ramener à la raison la politique française à l'égard des peuples d'Afrique. Enfin lutter contre la banalisation du génocide comme au Rwanda en mettant en évidence les responsabilités financières, économiques, politiques de la France. » En somme, la France pourrait avoir une autre politique en tirant les leçons de son rôle au Rwanda. Mais les raisons qui ont poussé l'impérialisme français à parrainer le génocide du Rwanda en 1994 sont toujours là :

lutter pied à pied contre les impérialistes anglo-saxons, que Mitterrand voyait derrière les rebelles tutsis rwandais au début des années 1990.

Le 16 janvier il y avait un meeting à Paris organisé par *Afrique XXI*, un journal lié à la CNT pro-anarchiste. Le meeting était censé faire la promotion d'un appel, signé notamment par la CNT, Alternative libertaire et la LCR, appelant entre autres à des troupes de l'Union africaine pour remplacer les troupes françaises en Côte d'Ivoire. Mais à la tribune un militant ivoirien est allé jusqu'à demander que la force Licorne des Français soit renforcée, demandant « est-ce que la France va faire en sorte qu'il n'y ait pas un nou-

RÉUNIONS PUBLIQUES DE LA LTF

Côte d'Ivoire, Congo, ... Troupes françaises dehors !

A bas l'impérialisme français en Afrique !

Union africaine, pion des impérialistes

A Rouen :

Mercredi 30 mars, 18h30

Halle aux Toiles, salle 10

A Paris :

Jeudi 31 mars, 19h30

CICP, 21 ter rue Voltaire,
75011 Paris (Métro Rue des Boulets)

Pour toute information, contacter la Ligue trotskyste

Rouen : 02 35 73 74 47

Paris : 01 42 08 01 49

veau génocide ? » Un militant rwandais à la tribune déclarait : « J'aurais bien voulu qu'il y ait une intervention internationale pour empêcher le génocide au Rwanda ». Alors que nous intervenions contre ce genre d'illusions dans le militarisme impérialiste, la CNT et la LCR (représentée par son dirigeant national Alain Mathieu) étaient tellement occupées à nous dénoncer qu'elles n'ont même pas fait semblant de prendre leurs distances avec leurs partenaires de bloc.

L'impérialisme n'est pas une mauvaise politique qu'on pourrait réformer. C'est le stade suprême du capitalisme, où les puissances qui dominent le monde, au premier rang desquelles bien sûr les Etats-Unis mais aussi la France derrière, sont poussées par leurs propres trusts capitalistes nationaux qui ont besoin d'étendre leurs marchés en exportant du capital et en mettant la main sur les matières premières et sur des

parts de marché accrues à l'étranger, empiétant par là sur les plates-bandes de leurs rivales. C'est une source inévitable de guerres et de conflits interimpérialistes. Pendant que les USA préparaient l'attaque de l'Irak fin 2002, la France renforçait son corps expéditionnaire en Côte d'Ivoire et divisait le pays. En 1992 de Villepin allait au Rwanda alors que l'impérialisme français instiguait les préparatifs du génocide, comme l'a décrit Patrick de Saint-Exupéry dans son ouvrage *l'Inavouable* (Les arènes, 2004). Dix ans plus tard on retrouvait de Villepin en Côte d'Ivoire... et à l'ONU où, sous les applaudissements du PCF et de la LCR, il s'opposait à l'intervention US en Irak. Maintenant de Villepin, qui est aussi poète à ses heures, poursuit l'« œuvre civilisatrice » de la bourgeoisie française en tant que prosaïque ministre des flics. *A bas l'impérialisme français !* ■

Sida...

Suite de la page 24

celui-ci administre l'austérité capitaliste. Ceci démontre la nécessité urgente d'une direction lutte de classe dans les syndicats, pour arracher la classe ouvrière à l'emprise de l'Alliance tripartite.

En tant que communistes, qui voyons les choses sous l'angle de l'internationalisme prolétarien, nous savons que seule l'expropriation de la bourgeoisie peut éliminer les immenses inégalités sociales du capitalisme. Ce combat pour le socialisme révolutionnaire doit être engagé consciemment, et passe par la lutte pour l'indépendance politique complète de la classe ouvrière par rapport à tous les partis capitalistes. La tâche vitale et urgente est la construction d'un parti léniniste-trotskyiste.

L'obstruction criminelle de l'ANC continue

Le 19 novembre 2003, le gouvernement approuvait un plan qui prévoyait en l'espace d'un an « au moins une unité de soins dans chaque district sanitaire », et dans les cinq ans « une unité de soins dans chaque municipalité ». Il promettait un traitement anti-rétroviral pour les malades avec un taux de CD4 inférieur à 200 et/ou des maladies opportunistes du sida, ce qui nécessitait une remise à niveau du système de santé et le recrutement et la formation de « milliers de professionnels de santé ». Des crédits substantiels y ont été alloués, mais dont seulement une partie sera directement consacrée à l'achat et à la distribution des médicaments.

Le plan du gouvernement est une mesure destinée à désamorcer les mobilisations dans le pays et à promouvoir l'image de la « nouvelle Afrique du Sud » à l'étranger ; il ne signifie pas un changement fondamental d'attitude. Après son discours sur l'état de la nation en février 2004, Mbeki a nié les décès provoqués par le VIH/sida en déclarant qu'il n'existait pas de chiffres de mortalité fiables permettant de savoir « ce qui tue les Sud-Africains ». En mars de la même année, le ministre des Finances Trevor Manuel déclarait que dépenser de l'argent pour des ARV, qu'il qualifiait de « trucs de vaudou », était du gaspillage. De son côté, la ministre de la Santé a intensifié sa campagne pour promouvoir la patate douce, en suggérant que la médecine traditionnelle pouvait remplacer les ARV. Une éventuelle mise en place des traitements ARV par le gouvernement Mbeki se fera en traînant les pieds, et l'accès à ces médicaments sera « semblable à

une loterie et dépendra du lieu où vous habitez » (*Mail & Guardian*, 27 février-4 mars 2004).

En fait, sauf quand il s'agit d'insister sur le « rôle des guérisseurs traditionnels », la mise en œuvre de la plupart des éléments de ce plan sera sabotée. (Avec cette pandémie, toute concession faite au rôle « légitime » de la médecine traditionnelle va à l'encontre de la nécessité scientifique.) Le gouvernement a spécifiquement prévu que plus de 53 000 personnes bénéficieraient des traitements ARV à la fin du mois de mars 2004. En juin, seulement 3 667 recevaient des ARV par l'intermédiaire du plan national, et quatre provinces n'avaient même pas commencé leur distribution. C'est tragiquement peu comparé au nombre de personnes infectées par le VIH en Afrique du Sud, qui est estimé à 5,3 millions. Le gouvernement central a attendu février 2004 pour commencer à acheter des ARV, exacerbant ainsi de graves problèmes de distribution. Un responsable du Département de la Santé justifiait ces retards en expliquant qu'ils étaient dus à un accord commercial avec l'Inde et le Brésil, lequel permettrait à l'Afrique du Sud de devenir un important *exportateur* de médicaments anti-sida, conformément aux « principes généraux de l'accès des Noirs au pouvoir économique » (*This Day*, 3 mars 2004). L'ANC est plus que disposé à sacrifier les Sud-Africains de toute couleur infectés par le VIH sur l'autel des profits des entreprises pharmaceutiques nationales.

La promesse gouvernementale de remettre à niveau l'offre médicale est une promesse creuse. Le système de santé publique est en train de s'écrouler. Pendant la plus grande partie de l'année 2003, le Département de la Santé a souffert de pénuries aiguës de personnel. L'ANC n'a même pas réussi à mettre en place le modeste programme de « prophylaxie post-exposition » (PPE) pour fournir des ARV aux victimes ayant survécu à un viol. Au sujet du programme de prévention de la transmission de la mère à l'enfant inauguré en 2001, un article publié en 2003 dans le *Mail & Guardian* proclamait « Chaos dans les centres de traitement du sida infantile » (27 juin-3 juillet 2003). Lors d'un forum sur le sida organisé le 25 janvier 2004 par la Treatment Action Campaign (TAC - Campagne pour une action de traitement), un travailleur de la santé décrivait en termes poignants la surpopulation des hôpitaux, le manque d'infirmières et l'absence de réfrigération ou de médicaments pour la tuberculose, le diabète ou l'hypertension artérielle. Si votre enfant est malade, on peut vous donner du sirop de panado [un anti-douleur], et on vous dit de vous débrouiller vous-

même ensuite. Dans les zones rurales, c'est cent fois pire. D'après le Département de la Santé lui-même, « la santé publique a souffert au cours des cinq dernières années d'un sous-financement chronique » (*Mail & Guardian*, 20-26 février 2004).

Un rapport initialement enterré par le gouvernement révèle que 46 % de tous les malades admis à l'hôpital dans ce pays sont séropositifs. *On estime que 16 % des travailleurs de la santé mourront du sida entre 2002 et 2007 s'ils ne reçoivent pas d'ARV.* L'urgence exige que l'on se procure immédiatement des ARV pour sauver des vies maintenant et protéger le secteur clé qu'est la santé. Mais c'est le profit, et non pas la nécessité sociale, qui motive les calculs du gouvernement de l'ANC.

Le régime de l'ANC, hommes de paille noirs des capitalistes blancs, licencié des milliers d'ouvriers (alors que le taux de chômage parmi la population africaine est de 50 %), perpétue une situation où l'éducation est un privilège des enfants de quelques profiteurs de l'ANC et de la classe capitaliste blanche, et ferme les hôpitaux. Il pense que toutes les vies n'ont pas la même valeur, et que seuls les gens non qualifiés, les chômeurs, les agriculteurs de subsistance et les femmes devraient être frappés. Il a décidé que l'hécatombe due au VIH/sida peut continuer, et que la Faucheuse balayera tout mouvement pour exiger des traitements.

Cette hostilité calculée aux pauvres et aux personnes sans défense n'est pas seulement criminelle, elle est tragiquement erronée. Cette maladie frappe la population productive de la société, et en particulier la classe ouvrière. Au moins 100 000 élèves sont privés d'enseignants à cause du VIH/sida. Et une autre étude ordonnée par le gouvernement mais longtemps enterrée révèle les ravages parmi les travailleurs du service public. Chiffre effrayant, 46 % des décès d'adultes sont liés au sida. Le peu de prix accordé par l'ANC à la vie humaine souligne encore plus la brutalité et l'irrationalité inhérentes au système capitaliste.

L'Afrique du Sud déchirée par la crise du sida

Les protestations en Afrique du Sud ont mis sous les feux de la rampe la perfidie du parti au pouvoir, y compris au niveau international. La « nouvelle » posture du gouvernement de l'ANC est en partie une concession visant à désamorcer les luttes contre sa politique réactionnaire, notamment de la part de la classe ouvrière. Il est significatif que des syndicats comme le National Union of Metal Workers of South Africa (NUMSA - Syndicat national des métallurgistes d'Afrique du Sud) et le National Union of Mineworkers (NUM - Syndicat national des mineurs) aient négocié des accords avec les patrons pour distribuer à des secteurs stratégiques du prolétariat (dans l'automobile, les mines d'or et de platine) des ARV qui permettront au capitalisme de continuer à débiter des profits. Ces initiatives partielles sont motivées par les intérêts stratégiques des capitalistes, mais elles reflètent aussi la montée de la colère et des frustrations à la base de la société.

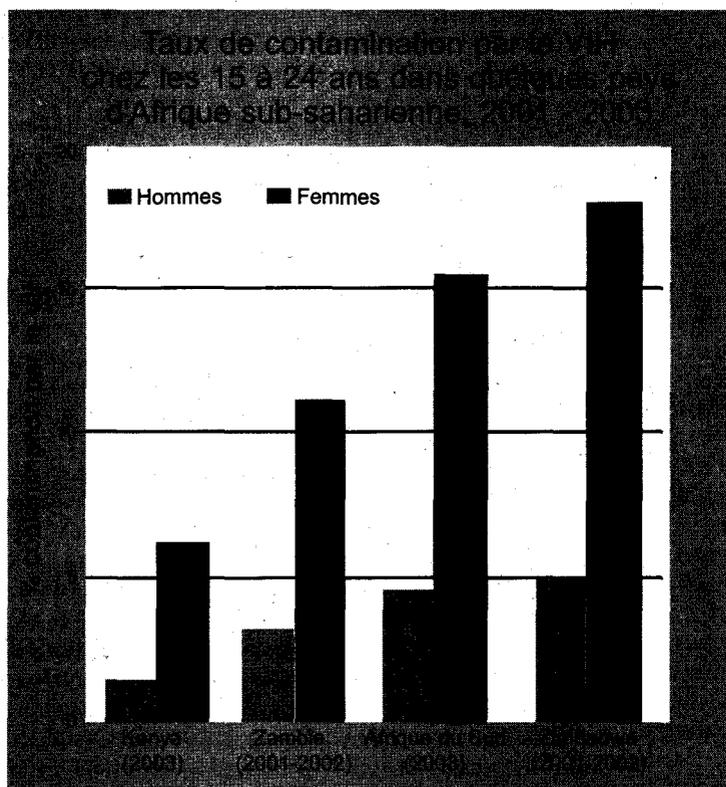
Les divisions autour du VIH/sida au sein de l'ANC au pouvoir et de l'Afrique du Sud tout entière sont profondes. Un économiste de l'université du Cap écrit : « Le cabinet a été probablement forcé d'annoncer un programme de traitement par le simple poids de la pression publique et par un souci de désamorcer cette question avant les élections de 2004 » (Nicoli Nattrass, *The Moral Economy of AIDS in South Africa* [L'économie morale du sida en Afrique du

Sud], 2004). En septembre 2003, Mbeki déclarait au *Washington Post* qu'il ne connaissait personnellement personne qui avait le virus ou qui était mort du sida. L'humoriste afrikaner Pieter-Dirk Uys lui répondit par une formule qui fit grand bruit : « Il ment et condamne ainsi sa nation à mort [...]. Comme quand Steve Biko est mort et que le ministre de la "justice" de l'apartheid de l'époque, Jimmy Kruger, fit cette célèbre déclaration : "Ça me laisse froid." L'Afrique du Sud laisse froid Thabo Mbeki. » En octobre 2004 la TAC, qui avait auparavant lancé puis suspendu une campagne de désobéissance civile qui avait provoqué la colère du régime, recevait le prix Nelson Mandela pour la santé et les droits de l'homme pour sa lutte dans la « meilleure tradition du mouvement anti-apartheid ». Le président d'Anglo-American, le géant minier, a lui aussi bruyamment félicité la direction de la TAC.

L'Afrique et l'hypocrisie impérialiste

Pour leurs propres raisons, un certain nombre d'intérêts capitalistes sud-africains et étrangers préfèrent que Mbeki adopte une politique officielle *formellement* cohérente avec la science médicale. De fait, mettre fin au tollé provoqué par sa politique sur le sida auprès des impérialistes anglo-américains et des Nations Unies a été un facteur majeur dans la décision d'annoncer la distribution des ARV. Mais si les puissances impérialistes approuvent ce changement apparent, c'est parce que la puissance régionale qu'est l'Afrique du Sud est leur instrument préféré pour intervenir sur ce qu'ils appellent le continent « sans espoir ». Que l'ANC ait accordé l'asile au président haïtien Aristide déposé par les USA, qu'il se soit opposé à la guerre en Irak et qu'il ait soutenu le dirigeant palestinien Arafat, ne peut masquer le fait que l'ANC est un partenaire subordonné de la clique sanguinaire de Bush. Sous son règne, les capitalistes sud-africains ont fortement augmenté leurs investissements en Afrique subsaharienne, et ils ont fourni des troupes pour des opérations de « maintien de la paix » impérialistes. Après la guerre d'Irak, le président américain Bush s'est rendu en Afrique du Sud et a déclaré que Mbeki était son homme de confiance pour le Zimbabwe.

La période récente a vu une intensification des manœuvres impérialistes pour le contrôle de l'Afrique. Les États-Unis installent des « centres de commandement antiterroristes » dans les pays d'Afrique de l'Est, à Djibouti, en Ethiopie, au Kenya et en Ouganda. D'après le journaliste Pierre Abramovici, les forces américaines ont été récemment impliquées dans une série d'opérations militaires au Sahel, la zone-tampon entre les champs pétrolifères d'Afrique du Nord et ceux du golfe de Guinée (*le Monde Diplomatique*, juillet 2004). Utilisant le prétexte de la « guerre contre le terrorisme », les impérialistes américains ont renforcé leurs liens avec les corps d'officiers africains, et s'installent pour protéger les sources d'approvisionnement et les voies d'acheminement de matières premières importantes comme le manganèse, le cobalt, le chrome, l'or, les diamants industriels et (surtout) le pétrole. On prévoit qu'au cours des dix prochaines années l'Afrique deviendra le plus important fournisseur de pétrole des États-Unis après le Proche-Orient, et les impérialistes convoitent les réserves d'Afrique occidentale et centrale, notamment au Nigeria, au Gabon, en Guinée-Equatoriale et en Angola. En réaction, la France et d'autres pays européens ont entrepris de réaffirmer leur « influence » dans leurs anciennes colonies, comme la Côte d'Ivoire.



A cet égard, un responsable du Pentagone a fait savoir qu'un ingrédient clé de la sécurité régionale africaine « est représenté par des armées nationales capables et compétentes, et qui ne meurent pas du sida ». Forger une relation particulière avec l'armée sud-africaine et restaurer sa capacité de combat est une priorité pour les impérialistes américains. Récemment, des tests VIH pratiqués sur des soldats volontaires ont donné un taux de séropositivité incroyablement élevé de 87 %, et on estime que pour l'ensemble de l'armée il est compris entre 23 et 40 %. C'est donc par intérêt bien compris que les National Institutes of Health (NIH - Instituts nationaux de la santé) américains ont donné aux forces armées sud-africaines 35 millions de dollars (principalement destinés à acheter des ARV).

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les autres gouvernements impérialistes, en dépit des critiques hypocrites qu'ils adressent à Mbeki, jouent les hommes de main des monopoles rapaces de l'industrie pharmaceutique. L'administration Bush mène une campagne internationale contre les ARV génériques et contre les préservatifs, et utilise des milliards de dollars d'aide comme une arme pour promouvoir les intérêts des sociétés pharmaceutiques américaines et des injonctions chrétiennes réactionnaires, en s'opposant à l'avortement et en prêchant l'abstinence. Comme les brevets de chaque composant sont détenus par des sociétés différentes, seuls les ARV génériques permettent d'administrer les traitements nécessaires en un seul comprimé (deux ou trois en un). C'est une amélioration qualitative dans des pays économiquement arriérés, où l'accès aux traitements médicaux et les moyens de transport sont limités.

Dés médicaments bon marché pour le traitement du sida n'arrivent pas jusqu'en Afrique parce que les vampires capitalistes de Wall Street et de la City de Londres ne le veulent pas. Ceci n'empêche pas ces mêmes géants pharmaceutiques de déverser sur les pays africains toutes sortes de médicaments dont la mise sur le marché n'a pas encore été approu-

vée en Occident. Pire encore, à la fin des années 1990, 15 études sur la transmission de la mère à l'enfant financées par les Etats-Unis et l'ONU ont utilisé un placebo à la place de l'AZT - alors même que l'on savait que l'AZT empêchait efficacement ce type de transmission. Les calculs indiquaient que 1 502 enfants devaient mourir, ce qui rappelle (pour ne pas dire reproduit) la tristement célèbre expérience raciste de Tuskegee, financée par le gouvernement américain, au cours de laquelle des Noirs pauvres du sud rural américain furent privés des traitements disponibles contre la syphilis. C'est dans ce contexte que les érucations de Mbeki contre l'utilisation d'Africains comme « cobayes » peuvent trouver un écho chez des Africains désespérés par les souffrances qu'ils endurent.

Parce qu'elles perpétuent une situation de misère économique et d'arriération culturelle, les puissances impérialistes sont en fin de compte responsables de l'effroyable ampleur de l'épidémie du sida en Afrique sub-saharienne. Les années 1980 ont vu la plus grande partie du continent s'enfoncer dans une crise économique aggravée par les programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale imposés sous le diktat des banquiers impérialistes. La dévastation économique totale du continent a été encore exacerbée par la destruction de l'Union soviétique qui jouait le rôle de contrepoids à l'impérialisme américain. Pendant la guerre froide, beaucoup de régimes du « tiers-monde » réussissaient à obtenir de l'aide économique et militaire en jouant Moscou et Washington l'un contre l'autre. Le désespoir économique et la banqueroute manifeste du nationalisme africain ont provoqué une résurgence de rivalités nationales, tribales et claniques, avec pour résultat, d'un bout à l'autre du continent, des guerres presque ininterrompues accompagnées de massacres tribaux ou claniques. Ces conflits sont eux-mêmes manipulés cyniquement par des politiciens impérialistes et africains qui poursuivent leurs propres objectifs. L'ONU, le FMI et l'impérialisme français portent une lourde responsabilité dans le génocide de 1994 au Rwanda, et une intervention de l'ONU au Darfour, une région du Soudan, n'est pas une solution. Du VIH/sida à l'aide « humanitaire » au Soudan, les larmes de crocodile sur le sort de l'Afrique ne sont que de l'hypocrisie impérialiste : *Toutes les troupes des USA, de l'ONU, troupes britanniques et françaises, hors d'Afrique ! Troupes de l'ONU et sud-africaines, hors du Burundi et de la République démocratique du Congo ! Bas les pattes devant le Soudan !*

L'oppression des femmes et la pandémie

En Afrique du Sud, le visage du VIH/sida est celui de la femme africaine. Comme nous l'écrivions dans le premier numéro de *Spartacist South Africa*, entièrement consacré au sida, la question femme est la question sociale brûlante aujourd'hui dans ce pays :

« Plus qu'avec aucune autre maladie dans l'histoire moderne, chaque étape de la recherche pour contrôler et soigner le VIH/sida a été entravée par le système capitaliste dont le moteur est le profit, ainsi que par le fatras idéologique arriéré, répressif, raciste et anti-femmes qui l'accompagne [...]. Et parce qu'il s'agit d'une maladie sexuellement transmissible, l'oppression spécifique que subissent les femmes sous le capitalisme crée un obstacle majeur à un remède. Toute la culpabilité, la honte et les tabous répressifs autour du sexe destinés à asservir les femmes par l'intermédiaire de la morale bourgeoise

jouent aussi un rôle majeur dans le sabotage d'une réponse scientifique au sida. »

Les femmes africaines âgées de 15 à 24 ans risquent deux fois et demie plus d'être contaminées par le VIH que les hommes de la même tranche d'âge. Cette disparité est pour partie le résultat du fait biologique que le VIH se transmet plus facilement de l'homme à la femme. L'activité sexuelle commence aussi en général beaucoup plus tôt pour les femmes, généralement avec des partenaires plus âgés de cinq à sept ans (ce qui accroît le risque de contamination), et souvent sous forme de « sexe pour survivre » pour se procurer des produits de première nécessité, le transport ou les frais scolaires. Ceci est aggravé encore par l'insistance très répandue parmi les hommes à avoir des rapports *nyama enyameni* (chair contre chair), et par la croyance largement répandue que le sida est une « maladie de femme ».

L'abominable viol collectif suivi d'assassinat de l'activiste anti-sida de la TAC Lorna Mlofana dans les toilettes d'un *shebeen* [bar de township] est emblématique du mépris et de l'oppression des femmes, et de leur intersection avec le VIH/sida. Lorna Mlofana a été tabassée et tuée après avoir dit à ses agresseurs qu'elle était séropositive. Son médecin à la clinique de Khayelitsha expliquait que Mlofana, qui avait 21 ans et était la mère d'un petit garçon de trois ans, prenait des médicaments anti-rétroviraux depuis deux ans, que c'était une femme en bonne santé qui parlait courageusement de la maladie pour éduquer et combattre les préjugés qui s'y attachent. Nous nous solidarisons avec la vigoureuse protestation de la TAC contre cet abominable crime.

Il y a chaque année en Afrique du Sud environ 50 000 cas **officiellement déclarés** de viol. Un peu moins du tiers des jeunes filles scolarisées affirment avoir été victimes d'un viol, et 70 % disent avoir subi des rapports sexuels sous la contrainte. Le mythe qu'un rapport sexuel avec une vierge peut soigner le sida est devenu un catalyseur supplémentaire dans la multiplication des cas de viols de jeunes filles. Une journaliste sud-africaine qui a été violée et s'est battue contre des obstacles bureaucratiques pour obtenir un traitement AZT afin de prévenir la contamination par le VIH, écrit que « nous ne mettrons pas fin à l'épidémie si nous ne comprenons pas le rôle de la tradition et de la religion – et d'une culture où le viol est endémique et est devenu une des principales voies de transmission de la maladie aux jeunes femmes ainsi qu'aux enfants ». Mbeki a traité cette journaliste de « raciste » pour avoir fait cette remarque. En fait, les conceptions traditionnelles sont fréquemment associées et mêlées aux doctrines religieuses de l'Eglise chrétienne et des

missionnaires qui font du sexe une question de « morale », renforçant ainsi les préjugés autour du sida. Le contrôle de cette pandémie est inconcevable sans une lutte en profondeur contre cette attitude rétrograde d'arriération sociale.

L'oppression des femmes et des enfants est intimement liée au rôle de la famille bourgeoise monogame sous le capitalisme, où les femmes sont traitées comme la propriété des hommes, destinées à élever la prochaine génération d'esclaves salariés. L'oppression des femmes peut prendre une forme encore plus extrême dans la famille traditionnelle africaine, en particulier quand la polygamie est encore acceptée. La seule solution est la destruction du système capitaliste par la classe ouvrière, qui expropriera la classe capitaliste grâce à une révolution socialiste victorieuse et préparera l'instauration d'une société sans classes. La base matérielle existera alors pour remplacer la famille, grâce à la collectivisation des corvées ménagères et de l'éducation des enfants.

L'oppression et les mauvais traitements à l'encontre des femmes sont renforcés par les pratiques anti-classe ouvrière, anti-femmes et anti-pauvres du régime. Il y a un gouffre entre la politique officielle, telle qu'elle est énoncée par la « constitution la plus progressiste du monde », et la réalité. Seules 45 % des 309 cliniques censées pratiquer des avortements offrent effectivement cet acte médical vital. Alors que les femmes sont forcées à rester au chômage pour s'occuper des malades et des mourants à la maison, un nombre toujours croissant d'orphelins du sida se battent pour survivre. L'ANC ne s'est jamais prononcé publiquement contre la pratique largement répandue de la *lobola* (le prix de l'épousée), qui réduit les femmes au rang d'une simple marchandise, ou contre l'excision encore pratiquée ouvertement dans les régions rurales et secrètement dans les townships.

Le nationalisme bourgeois est l'obstacle principal à la conscience révolutionnaire

Mbeki, qui a reçu une éducation occidentale, et beaucoup de nationalistes bourgeois de l'ANC professent des théories du complot et nient la réalité du sida. Mbeki et ses ministres se répandent en infâmes calomnies raciales contre ceux qui réclament des ARV. Le ministre de la Santé a ainsi publiquement qualifié Mark Heywood, le dirigeant combatif de la TAC, d'« homme blanc » qui dit à « nos Africains » que « vous devez *toy toy* [une danse de protestation martiale] ici ». Dans un discours prononcé en 2001 à l'université de Fort Hare, Mbeki a calomnieusement attribué aux scientifiques spécialistes du sida la position que les Africains seraient des « porteurs de microbes et des êtres humains de catégorie inférieure » qui doivent « adopter des choix étranges pour empêcher un peuple dépravé et malade de périr d'une maladie qu'il s'est lui-même infligée ». De façon semblable, l'ANC chante les louanges de la « renaissance africaine » et fait énergiquement la promotion de l'autorité des « chefs tribaux » et des « guérisseurs traditionnels ».

Le refus cynique du gouvernement ANC d'admettre la crise autour du sida est aussi motivé par son hostilité atavique sur la question gay. On entend souvent dire que l'homosexualité n'est pas « africaine ». L'association du sida avec l'homosexualité, les consommateurs de drogues ou tout autre groupe particulier a toujours servi de couverture idéologique pour l'incapacité concrète à lutter contre ce fléau. Il n'y a pas de « maladie homosexuelle » ou de « maladie hétérosexuelle ». Le VIH est un *virus*. Nous luttons pour les **pleins droits démocratiques pour les gays et les lesbiennes**.

De même, le gouvernement dirigé par l'ANC orchestre et

Spartacist South Africa

Publication de la section
sud-africaine de la Ligue
communiste internationale
(quatrième-internationaliste)

Numéro 4 0,80 EUR
(printemps-été 2004)

Abonnement 4 EUR
(4 numéros, plus
Spartacist édition anglaise)

Commande : Le Bolchévick,
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



manipule une campagne anti-immigrés: Aujourd'hui, ce sont les immigrés et les demandeurs d'asile qui sont rendus, à tort, responsables du fléau du sida. Ces ouvriers migrants, y compris les immigrés « clandestins », sont un lien vivant entre le prolétariat sud-africain et les ouvriers de toute la région. **Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !**

Les dénonciations « africanistes » proférées par Mbeki et consorts contre la science occidentale, leurs dénonciations racistes et leurs « solutions africaines » sont destinées à dissimuler le fait que **le régime nationaliste bourgeois de l'ANC est l'agent politique principal de l'impérialisme mondial et de la classe capitaliste sud-africaine.** Le nationalisme de

l'ANC est une source inépuisable de conscience rétrograde sur le VIH/sida et l'oppression des femmes. Pour briser les chaînes du capitalisme de néo-apartheid et opérer une authentique libération nationale et sociale, la classe ouvrière doit transcender l'idéologie du nationalisme, la croyance erronée que les Africains noirs – brutalement opprimés par le pouvoir blanc en Afrique du Sud – ont tous un intérêt commun qui l'emporte sur les divisions de classe. Tous les travailleurs de ce pays – zoulous ou xhosas, indiens ou métis, immigrés ou nés dans ce pays, africains ou blancs – ont un intérêt commun à lutter contre l'austérité capitaliste et le néo-apartheid de l'ANC.

Rompez avec l'Alliance tripartite dirigée par l'ANC !

L'Alliance tripartite entre le mal-nommé SACP, le COSATU et l'ANC est un **front populaire nationaliste** au moyen duquel la classe ouvrière africaine est dépossédée et enchaînée à ses exploiters. Le SACP et le COSATU servent d'intermédiaire pour transmettre la pression à la base de la société en faveur de la mise à disposition d'ARV bon marché. Ils utilisent les divergences sur l'épidémie au sein du parti au pouvoir pour réclamer un changement de la position gouvernementale officielle sur la distribution d'ARV. Mais ils participent simultanément d'une division du travail qui mobilise le soutien à l'ANC et maintient toute expression de mécontentement envers le régime de Mbeki et son déni du VIH dans des limites « inoffensives ». Ils cherchent ainsi à enchaîner les opprimés à ceux qui sont, littéralement, leurs bourreaux.

L'année dernière, à la conférence du COSATU, les chefs du SACP et du COSATU ont écarté l'idée d'une rupture de l'Alliance tripartite, et ont annoncé un programme de coopération à long terme (jusqu'en 2015). Les opposants à l'Alliance se sont vu déclarer que leurs identités étaient connues et qu'ils devaient partir. Les chefs du COSATU et le SACP ont fait le choix conscient de **ne pas** utiliser la tribune nationale pour mobiliser la société sud-africaine sur le VIH/sida. Toute manifestation d'indignation était proscrite en présence de la ministre de la Santé et d'autres dignitaires



Spartacist

Pendant la grève sauvage de 1995, des infirmières brandissaient des pancartes où l'on pouvait lire « Mandala dehors », et dénonçaient le dirigeant de l'ANC comme « le conducteur du train des privilèges » pour les aspirants capitalistes noirs. Le gouvernement ANC a licencié 6 000 infirmières après la grève.

de l'ANC. Au contraire, dans son discours devant le COSATU, le Secrétaire général du SACP Blade Nzimande a exhorté à renouveler l'ANC par une infusion massive de travailleurs d'ici les prochaines élections. Une résolution qui impose au gouvernement l'obligation de distribuer des ARV a été adoptée. Mais la vérité, qui nous a été rapportée par un lecteur de *Spartacist South Africa* membre du COSATU, est qu'au sein même du COSATU il n'y a pas de structure adéquate pour s'occuper de l'épidémie, alors même que des adhérents meurent quotidiennement.

Le SACP fait partie intégrante de l'administration de l'Etat capitaliste, qui est un instrument pour réprimer les intérêts de la classe ouvrière et des opprimés. Le Secrétaire général du SACP est ministre de la Sûreté et de la Sécurité, où il contrôle directement la police, et Ronnie Kasrils est le ministre responsable de la National Intelligence Agency (NIA - Agence nationale d'espionnage), laquelle est en première ligne de l'intimidation, voire pire, des « mouvements sociaux ». Le rôle de couverture de l'ANC sur le VIH/sida joué par le SACP restera comme une des trahisons marquantes dans son histoire sordide de politique de collaboration de classes (front-populiste).

La TAC, groupe de pression combatif focalisé sur une seule question, est née du sentiment largement répandu de désespoir engendré par la situation, et joue le rôle d'auxiliaire politique de l'ANC. Le régime de l'ANC emploie la répression contre l'Anti-Privatisation Forum (APF - Forum anti-privatisation), la détention et la torture contre le Landless Peoples Movement (LPM - Mouvement des sans-terre). La TAC, un autre de ces « mouvements sociaux », est considérée comme davantage acceptable à cause de son soutien indéfectible à l'ANC. (Ceci n'a cependant pas empêché les chefs du COSATU de mettre en garde la TAC qu'il valait mieux que son éphémère campagne de désobéissance civile ne remette pas en cause l'« autorité » de l'Etat.) Etant donné l'ampleur destructrice sans précédent de l'épidémie, un régime figé dans le déni qui refuse de fournir des médica-

ments pouvant sauver des milliers de vies, et l'intransigeance des sociétés pharmaceutiques sur les prix et contre les génériques meilleur marché, « des actions de protestation incessantes et combatives sembleraient aller de soi ». Mais, comme le remarque même la presse bourgeoise qui applaudit les tactiques de ce groupe, elles constituent simplement un « chuchotement » sur « l'échelle mobile d'une cause révolutionnaire populaire » (*Sunday Independent*, 7 décembre 2003).

Le 25 janvier 2004, la TAC a organisé à l'Hôtel de Ville de Johannesburg un « forum populaire sur le sida » pour construire un « véritable partenariat de mise en œuvre » avec le gouvernement. Au cours de cet événement, la direction a exigé du public qu'il n'exprime pas son indignation de façon trop combative. Une malade du sida a pris la parole et, montrant du doigt Mbhazima Shilowa, le Premier ministre ANC de la province de Gauteng, déclara : « Nous saignons et le gouvernement ne fait rien. » Quand elle eut terminé, un groupe de jeunes s'avança vers le devant de la salle et exécuta un *toy toy* aux cris de « Manto [la ministre de la Santé] et Mbeki nous trahissent. Nous allons leur donner une minute pour déguerpir. » Ceci amena la TAC à expliquer que la maladie de cette femme était la source de ses propos, et que pour la TAC le gouvernement n'était pas l'ennemi. Quand Shilowa s'est levé pour prendre la parole, les mots d'ordre et les *toy toy* ont repris : « L'élite noire est la cause de cette souffrance. » Le discours de Shilowa était une insulte, et au fond de la salle les jeunes ont commencé à écrire des pancartes : « Patates douces, huile d'olive, elle [Manto] doit commencer elle-même à les goûter » et « Phansi nge Beet Root [A bas les betteraves] ». Sur une autre pancarte : « Si vous voulez des voix, allez au cimetière le plus proche. » Les membres de la TAC ont couru dans la salle pour récupérer les pancartes offensantes.

Toute la stratégie de la TAC montre les limites qu'impose le choix de maintenir la lutte pour des soins médicaux et des conditions de vie décents dans les bornes du capitalisme, en particulier quand une immense majorité de la population mondiale vit dans la pauvreté. Politiquement loyale envers l'ANC, sa stratégie d'« aiguillon » qui fait pression sur le régime a transformé la TAC en flics politiques qui répriment la colère immense et justifiée contre le gouvernement. Les activistes désenchantés de la TAC doivent rompre avec l'activisme focalisé sur une seule question et *avec l'ANC*, et lutter contre le système de profit capitaliste qui apporte exploitation, pauvreté et guerre.

Un opposant « de gauche » au marxisme révolutionnaire

Le Democratic Socialist Movement (DSM – Mouvement socialiste démocratique), affilié au Comité pour une Internationale ouvrière de Peter Taaffe, se présente comme à gauche de l'ANC/SACP. Le DSM s'est opposé au déni du VIH/sida par Mbeki, et il a critiqué la TAC pour, entre autres, avoir défendu les profits des sociétés pharmaceutiques. Il écrit que « la bataille contre le sida ne peut pas être gagnée dans les tribunaux, mais dans la lutte contre le capitalisme lui-même » (*Izwi Labasebenzi*, juin 2002). Il critique la manière dont le dirigeant de la TAC Zackie Achmat se présente, à savoir comme un « membre loyal de l'ANC étonné par la position apparemment inexplicable de son dirigeant, Mbeki ». Ceci pourrait conduire certaines personnes à prendre le DSM pour un véritable défenseur des opprimés. Rien n'est plus éloigné de la vérité. Venant d'un groupe qui a

passé une vingtaine d'années (!) à l'intérieur de l'ANC en tant que soi-disant Marxist Workers Tendency (MWR – Tendance ouvrière marxiste), attaquer Achmat pour sa loyauté servile envers l'ANC implique une sacrée amnésie vraiment opportune. Ignorant ce qui est clairement écrit dans la « Charte de la liberté », le DSM répète à l'envi que le programme capitaliste de l'ANC a commencé en 1996 avec l'imposition du GEAR (Growth Employment And Redistribution - Croissance, emploi et redistribution), le programme de réformes économiques du gouvernement Mbeki. Mais l'ANC ne vient pas de mal tourner récemment. Il a toujours été explicitement capitaliste. La MWT est restée dans l'ANC quand celui-ci a négocié la trahison historique des masses africaines en 1994. Elle était dans l'ANC quand le gouvernement Mandela a lancé la répression contre la grève nationale des infirmières et a licencié 6 000 d'entre elles dans la province du Cap-Oriental en 1995. Son opposition actuelle à l'ANC, y compris sur le VIH/sida, ne diminue pas la responsabilité qu'elle porte pour les crimes de l'ANC, *qu'elle a aidé à mettre au pouvoir*.

Il faut forger un parti léniniste-trotskyiste !

L'Afrique du Sud est un exemple de ce que les marxistes appellent le développement inégal et combiné. Les technologies pour construire des réacteurs nucléaires et les épidémies chroniques de choléra coexistent de façon malsaine. Dans les rues de Durban, on trouve des vendeurs de *muthi* (remèdes traditionnels) qui offrent des poudres mystérieuses et des poudres d'os pour guérir les ravages du sida, à côté de la technologie avancée nécessaire pour faire fonctionner l'un des ports industriels les plus actifs du monde. Industries modernes et complexes miniers ont été construits grâce à la surexploitation des travailleurs noirs par la classe capitaliste blanche. La minorité blanche privilégiée jouit d'un niveau de vie comparable aux enclaves les plus prospères de l'Amérique du Nord et de l'Europe de l'Ouest, y compris l'accès aux meilleurs soins médicaux disponibles pour qui a les moyens de payer. Mais il existe une puissante classe ouvrière qui sera le fossoyeur de l'ordre social du néo-apartheid.

En Afrique du Sud, avec son développement économique significatif dans les centres urbains clés et ses soins médicaux *relativement* avancés, les ARV pourraient être distribués massivement. Le Botswana, pays moins développé, distribue gratuitement des ARV à 17 400 personnes, qui ne représentent toutefois qu'une petite partie des 260 000 séropositifs (le gouvernement estime que 100 000 personnes ont un besoin immédiat d'ARV). Mais sous le capitalisme de néo-apartheid, même la politique la plus rationnelle et la plus humaine pourrait bien ne pas être suffisante pour sauver les vies de millions de gens dans ce pays, y compris de secteurs entiers du prolétariat sud-africain. La pauvreté, l'homophobie, l'oppression des femmes et les « institutions traditionnelles » continueront à entraver toute approche de cette maladie, affectant fortement la distribution des traitements. La disponibilité des médicaments et l'utilisation rationnelle de la technologie sont empêchées par les services médicaux privés et les sociétés pharmaceutiques avides de profits. Dans les zones rurales, l'absence d'infrastructures, de transports et de réfrigération constituent des obstacles supplémentaires.

L'Afrique du Sud possède le prolétariat le plus puissant du continent. Il y a dans ses rangs beaucoup d'adhérents à une vision socialiste de la société. Ce prolétariat n'a pas été

vaincu au combat, même si sa libération a été repoussée de façon « négociée », au moins temporairement. Dans les puissantes grèves contre les privatisations des trois dernières années, on n'a pas entendu la revendication minimale d'*ARV gratuits pour tous, tout de suite !* Cela déstabiliserait profondément l'ANC et l'Afrique du Sud, car ce pays est gravement divisé par cette crise.

Le chômage de masse, la soif de terres, le déplacement de la population africaine dans les townships, le système des travailleurs migrants avec les foyers pour hommes seuls – tout l'édifice de l'inégalité sociale –, ce sont les caractéristiques essentielles du capitalisme de néo-apartheid *aujourd'hui*. Si elle doit se battre pour sa propre libération contre l'exploitation capitaliste, la classe ouvrière sud-africaine doit prendre la tête de la bataille contre l'obstruction de l'Alliance sur le sida. Elle doit s'opposer à l'oppression brutale des femmes, des immigrés et des pauvres des campagnes. Elle doit prendre fait et cause pour les millions de gens qui croupissent dans les bidonvilles misérables du pays.

Antiguerre...

Suite de la page 6

tourner vers les politiciens capitalistes « antiguerre » pour aider à construire le « plus grand mouvement possible ». Les manifestations de 2003 construites par les différentes coalitions pacifistes libérales – la coalition internationale ANSWER dirigée par le pseudo-socialiste Workers World Party et son avatar récent, le Party for Socialism and Liberation ; la coalition United for Peace and Justice [Unis pour la paix et la justice] soutenue par l'ISO ; et la coalition Not In Our Name [Pas en notre nom] organisée par le Revolutionary Communist Party – ont suivi la deuxième voie.

Elles ont refusé d'appeler à la défense de l'Irak contre l'impérialisme US – c'est-à-dire de se placer du côté de l'Irak néocolonial et de prendre position pour la défaite militaire de l'impérialisme US – car cela aurait déplu aux Démocrates « de gauche » qui étaient d'accord avec les buts de la guerre mais pas avec les moyens utilisés. En mettant l'accent sur des mots d'ordre comme « Non à la guerre de Bush », elles ont rendu les manifestations acceptables pour les politiciens Démocrates « antiguerre » qu'elles courtoisaient pour leur donner la parole, comme Al Sharpton, Cynthia McKinney, Jesse Jackson et Dennis Kucinich. Ce genre de politiciens rendent à l'impérialisme US un service particulièrement précieux : ils maintiennent fermement les manifestations dans le cadre du système électoral capitaliste. En construisant un mouvement conçu avant tout comme une tribune pour des bourgeois « de gauche », les organisateurs réformistes des manifestations les ont aidés à le faire.

Le rôle du Parti démocrate est d'administrer le gouvernement de l'impérialisme dans les intérêts de la classe dirigeante capitaliste de ce pays. C'est précisément parce qu'il est considéré par beaucoup comme le parti des travailleurs qu'il a historiquement été le parti de la guerre *favori* des impérialistes. Le siècle précédent est rempli de crimes de guerre perpétrés par des administrations Démocrates : l'incinération de civils japonais à Hiroshima et Nagasaki ; les monstrueux tapis de bombes déversés sur le Vietnam dans les années 1960 ; et les sanctions génocides de l'ONU qui ont tué un million et demi d'Irakiens sous l'administration Clin-

Spartacist South Africa se consacre à la tâche de construire un parti d'avant-garde internationaliste et révolutionnaire, ce qui sera un pas décisif pour libérer la puissance du prolétariat sud-africain. Ce parti combattrait toute manifestation d'oppression sociale et de tyrannie policière. Il sera, selon la formule de Lénine, un « tribun du peuple ». La classe ouvrière sud-africaine doit être un instrument de sa propre émancipation, et de celle de tous les opprimés, en détruisant le capitalisme dans l'Afrique sub-saharienne. Cependant, le fléau du sida ne peut pas être éliminé dans les limites des frontières de l'Etat sud-africain, héritées du colonialisme. La survie de la révolution socialiste dans le sous-continent nécessite son extension internationale aux bastions métropolitains de l'impérialisme en Occident et au Japon. C'est la tâche que s'est fixée la Ligue communiste internationale. C'est alors, et alors seulement, que les ressources sociales nécessaires et les techniques médicales et scientifiques les plus avancées seront mises au service de toute l'humanité pour s'attaquer véritablement au fléau du VIH/sida. ■

ton. En se tournant vers les Démocrates « progressistes et antiguerre », les dirigeants libéraux de gauche traîtres du mouvement antiguerre dissimulent le fait que ce parti est simplement l'*autre* parti capitaliste de la guerre et du racisme.

Quand ils construisent les manifestations contre l'investiture de Bush du 20 janvier, ces dirigeants traîtres appliquent le même programme de défaite qui consiste à limiter les revendications des manifestations à ce qui est acceptable pour les politiciens de gauche procapitalistes. Ainsi, des groupes comme Workers World et l'ISO peuvent bien acclamer la résistance irakienne contre l'occupation américaine dans les pages de leurs journaux, mais la principale revendication du 20 janvier, « Ramenez les soldats maintenant », est une concession à l'aile social-patriote du mouvement antiguerre qui proclame « Soutenons nos soldats ». Le mot d'ordre « Ramenez les soldats maintenant » vise ceux dont l'opposition à l'occupation est uniquement motivée par la mort de soldats américains, mais qui ne se soucient aucunement des habitants de l'Irak ou de s'opposer aux crimes de l'impérialisme US. Un titre de première page du numéro du 9 décembre 2004 de *Workers World* résume clairement le sens de cet appel. Peu après l'attaque américaine massive contre Fallouja, *Workers World* titrait en gros caractères en première page « Intensification des attaques contre les soldats US », et ajoutait ensuite : « La seule réponse, c'est de les ramener maintenant ! »

La mort de soldats américains ne nous fait pas trépigner de joie. Eux aussi sont sacrifiés sur l'autel du militarisme impérialiste américain. Cependant, les troupes américaines constituent les forces armées impérialistes, l'instrument de la conquête et de l'occupation américaines. En tant que marxistes révolutionnaires, nous choisissons un camp en Irak : contre les Etats-Unis, leurs alliés et leurs laquais irakiens, pour le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes US et alliées. La jeunesse et les travailleurs doivent se mobiliser pour manifester sur la base de la défense des peuples d'Irak contre toute attaque et toute répression menées par les Etats-Unis, et pour la défense militaire des forces, sur le terrain en Irak, quand elles dirigent leurs coups contre les occupants impérialistes. Comme nous l'avons déjà déclaré à de nombreuses reprises, chaque coup porté contre

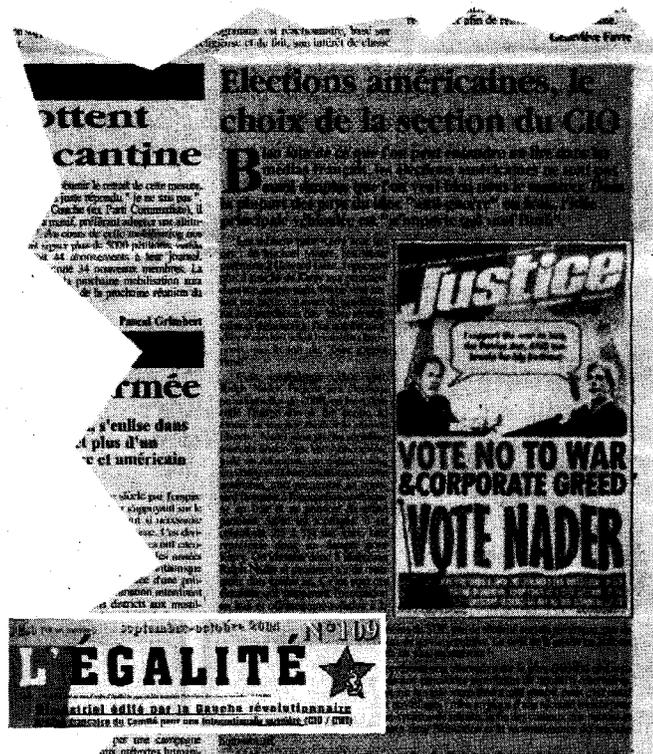
les occupants impérialistes est un coup porté à l'ennemi des travailleurs et des opprimés dans le monde entier.

En même temps, nous savons bien qu'en l'absence d'une lutte de classe ouvrière en Irak et au niveau international contre l'occupation, la victoire de l'une ou l'autre des forces réactionnaires chiïtes ou sunnites qui semblent constituer aujourd'hui la « résistance » sera plus probablement le résultat d'une alliance avec l'impérialisme US que d'une lutte contre celui-ci. Nous sommes contre la violence intercommunautaire meurtrière qui prend pour cible d'autres groupes ethniques, religieux et nationaux, et qui est souvent le fait des *mêmes forces* qui combattent les armées d'occupation ; nous disons clairement qu'un parti révolutionnaire, aujourd'hui en Irak, mobiliserait d'abord et surtout contre l'occupation américaine, mais aussi contre la réimposition des lois anti-femmes de la charia, contre les attaques intercommunautaires. Un tel parti mobiliserait le mouvement ouvrier et les chômeurs dans des grèves et des manifestations contre les occupants, les dignitaires religieux parasites et les démagogues nationalistes. Cette perspective est aux antipodes de celle de Workers World et de l'ISO, qui combinent les genuflexions devant les Démocrates aux Etats-Unis et un enthousiasme acritique et par procuration pour la « résistance » en Irak.

Défaite de l'impérialisme US par la révolution ouvrière !

Nous, spartacistes, avons mené une bataille politique sans relâche pendant la première phase du mouvement antiguerre, comme nous le faisons aujourd'hui, contre les dirigeants réformistes traîtres dont le programme de main tendue aux Démocrates ne peut que conduire à la désorientation et à la démoralisation des jeunes et de tous ceux qui veulent sincèrement trouver un moyen de mettre fin à la guerre impérialiste. Nous avons organisé des cortèges révolutionnaires dans les manifestations antiguerre de 2003, dans le but de convaincre des jeunes opposés à la guerre qu'ils doivent rompre avec le Parti démocrate capitaliste, parti de la guerre et du racisme, et choisir le camp des travailleurs et des opprimés au niveau international. Nos banderoles – « Rompez avec les Démocrates ! Construisons un parti ouvrier qui luttera pour la révolution socialiste ! » et « Défense de l'Irak contre l'agression impérialiste US ! Pour la lutte de classe contre le gouvernement capitaliste US ! » – exprimaient le programme révolutionnaire d'un petit groupe de propagande de combat dont le but est de construire le parti qui pourra diriger la classe ouvrière et les opprimés dans la bataille contre les capitalistes.

Pendant le mouvement antiguerre, nous avons rencontré beaucoup de jeunes qui ont réagi avec enthousiasme à l'idée d'un parti ouvrier qui mobiliserait contre la classe dirigeante capitaliste. Beaucoup d'entre eux affirmaient n'avoir aucune illusion dans le Parti démocrate comme « moindre mal », et qu'ils cherchaient désespérément une alternative. Mais ces mêmes jeunes, ne voyant aucune perspective de lutte de classe du genre de celle que nous décrivions, concluaient souvent à contre-cœur qu'il n'y avait aucune alternative « réaliste » à part voter pour les Démocrates pour se débarrasser de Bush. Les organisateurs prétendent « socialistes » du mouvement antiguerre – dont l'opposition déclarée aux Démocrates est contredite par leur *pratique* de rendre les manifestations antiguerre acceptables pour eux – portent la responsabilité de cet état de choses. Ayant rejeté une opposition lutte de classe aux deux partis jumeaux du capitalisme,



L'Égalité, le journal de la Gauche révolutionnaire, reproduit l'appel de leurs camarades aux USA appelant à voter pour le candidat bourgeois multimillionnaire Nader.

ils ont conduit ces jeunes à la conclusion qu'il n'y avait rien d'autre à faire que de voter pour les Démocrates.

Aujourd'hui, l'ISO se répand en pieuses lamentations : « On peut argumenter sans grande difficulté que la campagne de Kerry, en fait, a *renforcé* le soutien à la "guerre contre le terrorisme" et a affaibli les arguments pour un retrait immédiat d'Irak. Cela a été encore amplifié par le fait que le mouvement antiguerre n'avait pas de voix publique indépendante avec laquelle il aurait pu mettre en avant de véritables arguments antiguerre » (souligné dans l'original).

Mais vers quelle « voix publique indépendante » l'ISO s'est-elle tournée pour trouver de « véritables arguments antiguerre » ? Pas vers une lutte de classe ouvrière indépendante, ce qui aurait nécessité de rompre avec le Parti démocrate. Après s'être honteusement prosternée devant la conception « n'importe qui sauf Bush », l'ISO a consacré toute son énergie à soutenir la candidature à la présidentielle de Ralph Nader, un autre politicien *capitaliste* dont l'« opposition » à la guerre en Irak était, et reste aujourd'hui, mince comme du papier à cigarettes. Son « processus en trois étapes » pour le retrait des troupes américaines a comme premier point : « Sous les auspices des Nations Unies, une force internationale de maintien de la paix, fournie par des nations neutres avec une expérience de telles situations et de pays islamiques, devra être constituée immédiatement pour remplacer tous les soldats américains et tous les contractuels civils des forces armées effectuant beaucoup de boulots que l'armée faisait autrefois plus efficacement » (mis en ligne le 19 avril 2004 sur votenader.org).

Donc Nader est pour une guerre contre l'Irak qui serait menée plus efficacement, avec moins de pertes américaines, par l'ONU ! Le blocus de famine de l'ONU a tué largement plus d'Irakiens que la guerre et l'occupation sous Bush. L'ONU est une cabale des puissances impérialistes et de

leurs victimes, qui sert de feuille de vigne pour son élément le plus puissant, les Etats-Unis. Et quels « pays islamiques » devraient réprimer les peuples d'Irak, y compris les Kurdes ? La Turquie, peut-être ? Ou alors l'Etat théocratique iranien, ou la monarchie saoudienne ?

L'« opposition » de Nader aux Démocrates est elle aussi frauduleuse. Deux jours après les élections, le 4 novembre, il a publié le communiqué de presse suivant : « Pendant la campagne Nader/Camejo sont allés jusqu'à envoyer des membres de leur équipe au quartier général de Kerry, portant sur des plateaux d'argent d'innombrables méthodes permettant de battre George W. Bush [...]. Les conseils de Nader sont tombés dans l'oreille d'un sourd » (mis en ligne sur votenader.org). Autant pour l'« alternative aux partis jumeaux de la guerre » de l'ISO (*Socialist Worker*, 20 août 2004).

La militante de l'ISO Kolodner, dans « Reconstruire le mouvement antiguerre », fait un aveu révélateur qui mérite tout particulièrement un commentaire. Après avoir déploré le fait que la vie politique aux Etats-Unis est dominée par deux partis conservateurs proguerre, elle écrit : « Le silence des mouvements – contre la guerre, pour le mariage gay, contre les attaques visant des Arabes et des musulmans – a contribué à un cadre politique extrêmement étroit et conservateur, défini avant tout par deux politiciens proguerre, pro-Patriot Act, anti-gay, cadre qui ensuite a eu un impact sur la conscience populaire. Pour le mouvement antiguerre, en particulier, nous devons prendre en compte comment notre silence virtuel a contribué à cette atmosphère politique réactionnaire. » Il est difficile de nier que la vie politique est devenue de plus en plus « réactionnaire » dans ce pays. C'est dû pour une large part au bas niveau de lutte de classe, en particulier au cours des dernières décennies – lui-même favorisé par le programme réformiste consistant à s'en remettre au Parti démocrate, soit directement, soit par l'intermédiaire de la bureaucratie syndicale procapitaliste.

Mais il y a un autre aspect. Le niveau de conscience, non seulement dans ce pays mais aussi au niveau international, a connu un formidable recul approximativement au cours des 15 dernières années, de sorte qu'aujourd'hui moins de gens admettent même le simple fait que la classe ouvrière a des intérêts opposés à ceux de la classe dirigeante capitaliste, sans parler de savoir si elle *doit lutter* pour ces intérêts contre les capitalistes. Ce recul de la conscience ne s'est pas

produit spontanément. Il est le résultat d'une défaite de la classe ouvrière d'ampleur historique et planétaire : l'écroulement de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique en 1991-1992.

La guerre constitue un test décisif pour ceux qui se prétendent révolutionnaires, qui doivent montrer quel camp ils choisissent, et il en va de même pour la révolution et la contre-révolution. La contre-révolution capitaliste en Union soviétique a constitué un des tests décisifs du siècle dernier. Nous, spartacistes, sommes demeurés jusqu'à la fin dans le camp de la classe ouvrière soviétique, en nous opposant à la contre-révolution – comme nous le faisons aujourd'hui en défendant les Etats ouvriers restants, la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam et Cuba. Nous savions que malgré plus de 60 ans de dégénérescence et de trahison stalinienne en Union soviétique, il restait des acquis à défendre dans le premier Etat ouvrier du monde, et que la restauration du capitalisme serait une catastrophe. L'ISO, tout au long de son existence, a prétendu qu'il n'y avait rien à défendre dans la Russie soviétique, et en 1991, avec une myriade d'autres organisations « socialistes », elle s'est rangée dans le camp de l'impérialisme US en applaudissant la victoire d'Eltsine. Son organisation mère d'alors, en Grande-Bretagne, s'enthousiasmait : « Le communisme s'est écroulé [...]. C'est un fait qui devrait réjouir tout socialiste » (*Socialist Worker* [Grande-Bretagne], 31 août 1991).

En fait, l'écroulement de l'Union soviétique a été pour l'impérialisme US une formidable victoire qui a fondamentalement remodelé le monde. Il a établi l'hégémonie américaine dans un « monde à une seule superpuissance », inaugurant la période de guerre impérialiste intensifiée et dévastatrice où nous vivons aujourd'hui, et jetant la base pour la guerre et l'occupation actuelles en Irak. A leur modeste niveau, des groupes « socialistes » antisoviétiques comme l'ISO partagent la responsabilité pour un monde où les impérialistes américains estiment qu'ils peuvent s'en prendre impunément à n'importe qui.

En dernière analyse, une organisation doit être jugée moins sur la base de ce qu'elle dit que sur ce qu'elle fait. Comme le chrétien du Moyen Age qui écartait les esprits maléfiques de la nuit en brandissant son crucifix, les militants de l'ISO, de Workers World/ANSWER et du RCP/Not In Our Name peuvent toujours exhiber une déclaration rituelle contre le Parti démocrate, tirée d'une foule d'articles, de tracts, de déclarations programmatiques, pour écarter les spartacistes qui objectent aux capitulations de ces partis devant les Démocrates. Parfois ces déclarations semblent même authentiques. Mais ces groupes ont été testés, tout récemment encore quand l'impérialisme US a lancé une guerre sanglante contre les peuples d'Irak. Pendant toutes les manifestations antiguerre des deux dernières années, nous sommes intervenus pour opposer notre programme révolutionnaire à celui des organisateurs réformistes. La question est de savoir vers quelle classe, dans cette société divisée en classes, on se tourne pour mettre fin à la guerre, au racisme et à la pauvreté. Les organisateurs réformistes du mouvement antiguerre ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour aider les politiciens capitalistes à colporter le mensonge que le système capitaliste peut faire autre chose qu'engendrer la guerre impérialiste. Nous, spartacistes, nous nous tournons vers les travailleurs et les opprimés d'Irak et du monde entier pour combattre la classe capitaliste rapace. Aidez-nous à construire le parti ouvrier révolutionnaire qui est nécessaire pour mettre fin à ce système de guerre impérialiste et de misère, et construire une société socialiste – rejoignez-nous ! ■

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 EUR pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*
Hors Europe : 4,50 EUR (avion 6 EUR)
Etranger : mandat poste international
Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél. _____
Adresse _____ CP _____
Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre du *Bolchévik*
Ecrire au *Bolchévik*, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada

Europe...

Suite de la page 2

ment qu'ils veulent conjuguer leurs forces et enserrer leurs propres rivalités afin de pouvoir mieux affronter leurs rivaux communs plus puissants, les Etats-Unis et le Japon.

Il n'y a rien, dans une telle alliance entre certains impérialistes contre d'autres, que les travailleurs puissent soutenir, rien qui puisse protéger leurs acquis ! Même avant le traité de Maastricht toute l'histoire de l'Union européenne montre que la « compétitivité européenne » s'améliore en prenant aux travailleurs pour donner aux patrons et ainsi renforcer ces derniers dans leur lutte contre leurs concurrents américains et japonais. Quand les réformistes veulent faire croire que l'intérêt des travailleurs se trouve dans une Europe forte, « sociale et démocratique », c'est une fois de plus lier la classe ouvrière à sa propre bourgeoisie : c'est faire croire que les impérialistes d'Europe seraient moins impitoyables que leurs rivaux américains ou japonais. Le PCF appelait il y a 20 ans à « produire français », maintenant il appelle à une « Europe sociale », mais toujours il lie les travailleurs à leur propre classe exploiteuse – et renforce ainsi cette dernière. C'est ce que les marxistes appellent la collaboration de classes. Les prolétaires de tous les pays doivent au contraire s'unir contre les bourgeoisies de tous les pays.

Les tentatives de création d'un pôle impérialiste en Europe, concurrent des USA, s'accompagnent d'efforts de réarmement : discussions pour constituer des trusts européens intégrés de l'armement, tentatives de s'affranchir des systèmes de renseignements américains en mettant sur pied un réseau de satellites pouvant avoir un usage militaire (Galileo), unités militaires européennes communes qui font dès maintenant la police dans les Balkans, etc. Il y a une haine et une crainte justifiées du militarisme américain parmi les travailleurs, mais si l'opposition au militarisme américain ne va pas dans le sens de l'internationalisme prolétarien, elle sera inévitablement détournée vers le renforcement de la puissance militaire de l'Etat capitaliste ici. Effectivement le PCF, loin de s'opposer à ce réarmement, se préoccupe du fait que ces moyens militaires soient assujettis aux USA via l'OTAN, au lieu d'être indépendants ! Et « le petit facteur » Besancenot de la LCR en rajoute, pleurnichant dans une déclaration à l'AFP le 9 février que la « future défense européenne se fera dans le cadre de l'OTAN, c'est-à-dire à la botte de George Bush junior ». L'antiaméricanisme de la LCR est un obstacle à l'internationalisme prolétarien anti-impérialiste.

Pourquoi les marxistes internationalistes s'opposent à l'élargissement de l'UE

LO a remarqué à juste titre qu'avec l'élargissement à 25 coexistent maintenant dans l'UE non seulement des pays impérialistes et des pays intermédiaires, mais aussi des pays misérablement pauvres. Ce sont des pays issus de la contre-révolution capitaliste qui a ravagé les économies d'Europe de l'Est, et les a ramenés à un statut semi-colonial sous la domination des capitaux notamment allemands, autrichiens et français, dont la pénétration est grandement facilitée par l'élargissement de l'UE. Et pourtant LO soutient cet élargissement ! Comme sa propre bourgeoisie. Comme sa propre bourgeoisie, LO avait soutenu la réunification capitaliste de l'Allemagne il y a 15 ans et plus généralement la contre-révolution dans tout l'ex-bloc soviétique, déclarant par exemple dans *Lutte de classe* (décembre 1989) : « même si

cette réunification [de l'Allemagne] se fait entièrement sous l'égide du capitalisme, les révolutionnaires communistes n'ont aucune raison d'y être opposés ».

En ce qui concerne l'élargissement de l'UE il est utile de revoir la création au début des années 1990 de l'Alena, l'union économique entre les USA, le Canada et le Mexique. Nos camarades américains, canadiens et mexicains avaient alors publié une déclaration commune contre l'Alena (voir *Workers Vanguard* n° 530, 5 juillet 1991). Appelant à l'unité des travailleurs américains, canadiens et mexicains dans une lutte de classe, cette déclaration disait :

« Globalement c'est l'économie américaine, la plus forte, qui aurait le dessus. De plus les capitalistes américains veulent utiliser l'Alena pour vider de tout contenu les réglementations du travail et celles relatives à l'environnement des deux côtés de la frontière. L'impérialisme yankee veut transformer le Mexique en une gigantesque *maquiladora*, ou zone franche de libre commerce – “libérée” des syndicats, et “libérée” pour le capital. Loin de “libérer” le commerce international, le pacte a pour objectif de créer une réserve de chasse privée pour la bourgeoisie impérialiste américaine, ses partenaires de deuxième plan canadiens et leurs laquais dans la bourgeoisie mexicaine. »

C'est exactement ce qui s'est passé. En réaction contre la dévastation que cet accord annonçait pour eux, les paysans mexicains du Chiapas se sont soulevés le 1^{er} janvier 1994, le jour de l'entrée en vigueur du traité. A l'époque toute la gauche française, et notamment la LCR, se solidarisaient avec le soulèvement zapatiste contre l'Alena.

Et maintenant on voit ces mêmes militants, qui cyniquement à leurs heures se proclament encore « zapatistes », exprimer leur satisfaction à l'entrée de la Pologne dans l'UE et revendiquer celle de la Turquie ! L'Alena n'est pas l'UE mais l'entrée de la Pologne, et demain de la Roumanie voire de la Turquie dans l'UE, aggrave l'oppression des travailleurs et des paysans de ces pays. Comme le soulignent nos camarades allemands (*Spartakist*, automne 2004) :

« Lors des négociations sur l'entrée dans l'UE les impérialistes européens ont dressé une série de critères d'entrée qui représentent un programme d'attaques sociales brutales. En Pologne par exemple le secteur minier a été “assaini”, c'est-à-dire que les mineurs ont été licenciés en masse et les puits fermés. Les indemnités de chômage sont si faibles qu'on ne peut pas en vivre. Aujourd'hui on trouve dans la région minière historique de Jelenia Góra (où le taux de chômage est supérieur à 40 %) de nombreuses mines dans la forêt, qui ont été créées par des mineurs licenciés qui creusent avec des bèches pour trouver du charbon. [...] C'est le résultat de la contre-révolution – dirigée en Pologne par Solidarność. »

Mais c'est la Turquie qui provoque surtout les protestations hystériques. Les Le Pen, de Villiers, Sarkozy, Fabius, sont tétanisés par l'idée que 70 millions de musulmans turcs et kurdes puissent entrer dans l'UE ; en fait c'est la population d'origine musulmane et maghrébine en France qui est aussi visée par cette campagne raciste puante. Mais ce n'est pas pour autant qu'il faut être pour l'entrée de la Turquie dans l'UE, comme le prétendent LO et la LCR qui du coup se retrouvent sur cette question en bloc... avec Chirac et le PCF. Alain Bocquet, le chef du groupe PCF à l'Assemblée, recopiant les arguments de Chirac, a très bien exprimé les raisons pour lesquelles le PC chauvin est pour l'entrée de la Turquie :

« Dans l'optique de l'Europe voulue par les communistes, avancer dans cette voie est préférable à une Turquie isolée aux portes de l'Europe. Au risque, sinon, de faire de la Turquie la proie de plusieurs dérives possibles. Une première serait la



Bob Edme/AP

A bas le mandat d'arrêt européen ! Droit d'autodétermination pour le peuple basque au sud et au nord des Pyrénées ! Liberté pour les centaines de militants basques emprisonnés en France et en Espagne !

montée d'un islamisme intégriste – je rappelle à cet égard que la Turquie, société à dominante musulmane, est sur le plan des institutions un Etat laïc ; une seconde, l'affirmation d'un militarisme exacerbé – l'armée est un pilier important de la société turque, dans laquelle elle joue un rôle d'ascenseur social ; et la troisième, le risque d'une dérive atlantiste, les Etats-Unis considérant toujours le maintien de la Turquie dans le giron de l'OTAN comme un enjeu stratégique de premier plan. »

– *l'Humanité*, 9 février

Quand des militants de gauche français répandent l'idée que l'Union européenne apporterait la liberté aux Kurdes et la démocratie aux ouvriers turcs, ils montrent simplement leurs profondes illusions dans le caractère soi-disant progressiste de leur propre bourgeoisie. C'est ce genre d'illusions qui désarme la classe ouvrière et l'empêche de mener une lutte de classe révolutionnaire. La déclaration de Bocquet va au cœur de la question sur l'entrée de la Turquie : il s'agit de contester la suprématie américaine dans la région. Quand la gauche se proclame pro-européenne et internationaliste même en votant non au projet de « Constitution », en réalité elle sert de couverture au chauvinisme français. Elle a simplement une autre approche de quelle façon renforcer sa propre bourgeoisie en espérant en obtenir quelques miettes pour la classe ouvrière française.

Il semble que beaucoup de travailleurs et de paysans kurdes s'imaginent que l'Union européenne leur apporterait la fin d'une oppression nationale séculaire. Rien n'est plus faux. Non seulement l'Union européenne n'acceptera pas la partition de la Turquie, de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran pour unifier une république kurde indépendante, mais même dans les pays les plus avancés de l'Union européenne la question nationale n'a nulle part été résolue : les Irlandais catholiques sont opprimés en Irlande du Nord, les Basques en Espagne et en France, sans compter les Corses et l'oppression coloniale en Guadeloupe et ailleurs. Quant à la Grèce, membre de l'UE depuis presque 25 ans, elle continue à opprimer les Turcs, les Slavo-Macédoniens, les Albanais, les Roms et une multitude d'autres minorités.

Les « délocalisations » et la lutte contre le racisme et le chauvinisme

Aujourd'hui beaucoup de travailleurs se sentent menacés par les fermetures d'usines décidées par les entreprises qui cherchent à les délocaliser en Europe de l'Est, en Turquie,

vers l'Etat ouvrier déformé chinois ou ailleurs. A partir du moment où les bureaucrates syndicaux acceptent la perspective capitaliste, il ne leur reste qu'à acquiescer à la nécessité que leurs propres entreprises nationales accroissent leur compétitivité sur le marché mondial, et donc les bureaucrates multiplient les accords de démantèlement des acquis arrachés dans le passé en termes de salaires, d'horaires et de conditions de travail.

Les capitalistes cherchent à détourner la colère des travailleurs vers leurs frères de classe d'autres nationalités, à l'étranger et dans leur propre pays. C'est pourquoi nous insistons que la lutte contre ces attaques de la bourgeoisie, y compris les fermetures d'usines au nom de la « délocalisation », ne peut se faire que si on lutte féroce contre la terreur raciste et le chauvinisme. **Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont dans le pays !** Nos camarades allemands du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands font remarquer (*Spartakist* n° 157, hiver 2004-2005) :

« En résultat de la contre-révolution capitaliste en RDA et en Europe de l'Est la bourgeoisie allemande dispose aujourd'hui d'un vaste réservoir de travailleurs qualifiés au chômage, et elle tente d'exporter le travail simple dans des pays où le taux de profit est significativement plus élevé. Les travailleurs turcs et kurdes demeurent une composante stratégiquement importante de la classe ouvrière en Allemagne, mais les dirigeants racistes de l'Allemagne ont de moins en moins besoin économiquement d'une grande partie de la population turque et kurde, notamment de la deuxième et troisième génération, pour laquelle il n'y a pas de travail. Ils sont considérés par la classe dirigeante avec un mépris raciste mais aussi avec angoisse, parce qu'ils représentent une matière sociale explosive. »

Et nos camarades allemands rapportaient lors de la puissante grève d'Opel-Bochum dans le bastion industriel de la Ruhr en octobre dernier (*ibid.*) :

« Il y avait aussi beaucoup de discussions sur l'usine Opel de Gliwice en Pologne. Nous n'avons pas entendu de chauvinisme antipolonais ouvert, mais il y avait quand même une atmosphère : "On ne peut pas être de la partie avec les salaires de là-bas". Et pourquoi devraient-ils ? Les travailleurs en Allemagne doivent aider les travailleurs de Pologne à lutter pour des salaires et des conditions de travail décents, contre la soif de profit capitaliste qui s'est totalement déchainée avec la contre-révolution. Pour cela nous avons besoin d'un parti révolutionnaire qui se base sur un programme de lutte de classe internationaliste. En dernier ressort, seule une économie planifiée sous le contrôle de la classe ouvrière peut éliminer les contrastes économiques et sociaux criants entre les différents pays. »

C'est dans cette perspective que s'inscrit notre mot d'ordre d'**Etats-Unis socialistes d'Europe**. Ce n'est qu'en renversant les bourgeoisies d'Europe par des révolutions ouvrières que l'on pourra avancer vers une société socialiste dépassant le cadre des Etats-nations.

La LCR et le PCF réhabilitent Fabius

La campagne commune PCF-LCR pour le « non » est une contribution de la LCR à redorer le blason de la social-démocratie française, bien écorné, tout particulièrement pour ce qui est du PCF, par les cinq ans de sale boulot qu'il a fait dans le gouvernement Jospin. Ils font le tour de force de réhabiliter Fabius, partisan du « non » dans le PS, mais qui a longtemps personifié le « néolibéralisme » dans le PS grâce à ses attaques féroces contre la classe ouvrière quand il était Premier ministre de Mitterrand dans les années 1980. Lors des législatives de 1986 (qu'il avait perdues contre Chirac), Fabius s'était même vanté que « C'est à nous qu'est

revenu de faire le "sale boulot" » (*le Bolchévik*, supplément au n° 68, 8 décembre 1986) ! « *red* » (janvier), le journal de jeunesse de la LCR, répand pourtant la fable suivante :

« Cette constitution divise l'ex gauche plurielle entre, les sociolibéraux qui lui sont favorables et les réformistes [donc Fabius] qui comprennent qu'avec elle, il n'y aura même plus de place pour un bout de politique sociale. La tâche des révolutionnaires c'est donc de pousser plus loin cette contradiction pour amorcer un mouvement de recomposition politique que l'on va tenter de tirer vers la gauche radicale, du côté des révolutionnaires. »

En fait PCF et LCR misent sur un fort taux de « non » pour négocier avec le PS, après le référendum, une meilleure distribution des places dans la prochaine alliance de la « gauche » aux élections de 2007 et pour entrer eux-mêmes dans le gouvernement capitaliste. Un gouvernement Fabius-Buffet qui naîtrait d'une victoire du « non », même avec Krievine de la LCR comme ministre ou plus vraisemblablement

sous-secrétaire d'Etat, même avec un membre des JCR au Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports (leur camarade Rossetto est déjà ministre capitaliste au Brésil depuis deux ans - voir notre article page 7), un tel gouvernement serait tout aussi féroce anti-ouvrier que ses prédécesseurs, quelles que soient les bonnes intentions ou en tout cas les belles paroles de ces réformistes : il n'y a pas d'autre manière d'administrer le capitalisme que d'attaquer les travailleurs. Ce qu'il faut c'est lutter pour renverser tout le système capitaliste par une révolution ouvrière.

Nous votons « non » à ce référendum, mais surtout nous mettons en garde les travailleurs contre les manœuvres de la LCR et du PCF pour reconstituer une nouvelle « gauche plurielle » de gouvernement. *A bas la collaboration de classes ! Rejoignez notre lutte pour un véritable parti communiste internationaliste en France, faisant partie d'une Quatrième Internationale trotskyste reforgée !* ■

Terreur policière...

Suite de la page 3

destinée à renouveler cette force de travail pour le service du capitaliste. La classe ouvrière ne se paie pas seulement elle-même par son travail, *mais elle crée aussi le revenu des classes supérieures, elle crée la plus-value*. Par des milliers de canaux, cette plus-value afflue dans les poches des patrons. »

Si l'on prend les intermittents du spectacle ou les kiosquiers, nous sommes solidaires de leurs luttes pour survivre. Cependant, même s'ils ont une existence peut-être aussi précaire que celle d'un intérimaire dans l'automobile, ils n'en jouent pas moins un rôle totalement différent dans la société. Seuls les ouvriers produisent de la plus-value, eux seuls ont la puissance sociale de bloquer la production. Ils n'ont strictement aucun intérêt historique au maintien de la propriété privée des moyens de production, sur laquelle repose la société capitaliste. C'est pourquoi nous luttons pour construire un parti *ouvrier* révolutionnaire multiethnique, un parti d'avant-garde se battant pour la victoire du prolétariat. Celui-ci devra rallier derrière lui de larges couches de jeunes, de femmes et d'opprimés, d'enseignants ou autres petits-bourgeois pour prendre le pouvoir et instaurer une société collectivisée et planifiée. Ainsi la production se fera non plus de façon anarchique pour le profit des capitalistes individuels, mais dans l'intérêt de l'ensemble de la société.

En dehors d'une période directement révolutionnaire, la classe ouvrière a en général des illusions que le capitalisme peut être réformé. Son niveau de conscience a même été rejeté loin en arrière ces dernières années avec la contre-révolution capitaliste en Union soviétique et la campagne sur la « mort du communisme ». Cette dernière a pour but de faire avaler aux ouvriers le mensonge que c'est le socialisme lui-même qui aurait fait faillite et qu'ils ne peuvent aller au-delà d'une lutte pour défendre les quelques concessions arrachées aux capitalistes au cours des luttes passées. Cette idéologie de « la gauche du possible » est renforcée dans la classe ouvrière par la bureaucratie syndicale qui, voyant des intérêts communs entre les ouvriers et les capitalistes, s'appuie sur des couches relativement privilégiées de travailleurs. C'est ainsi qu'elle divise la classe ouvrière entre ces travailleurs privilégiés, souvent masculins et français, et les précaires, les sans-papiers, les femmes, les jeunes d'origine maghrébine,

etc. C'est pourquoi, pour lutter pour l'unité révolutionnaire du prolétariat il ne suffit pas de lutter directement contre la bourgeoisie, il faut reconnaître qu'elle a des agents politiques *à l'intérieur du mouvement ouvrier* et qu'il faut les combattre. C'est précisément ce que nous faisons quand nous dénonçons les trahisons des bureaucraties syndicales et des organisations politiques réformistes, ce qui veut dire non seulement le PS et le PC mais aussi les groupes à leur gauche comme LO ou la LCR dont la stratégie se réduit à faire pression sur la bureaucratie syndicale, quand ils n'en font pas partie eux-mêmes. Lénine écrivait en 1916 dans son œuvre *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* :

« Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance. Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme [...] »

Aujourd'hui les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest s'emploient à démanteler ce qui reste de l'Etat-providence, un ensemble de concessions comme la Sécu, les retraites et les services publics, institué pour calmer la combativité ouvrière dans la période qui avait suivi la victoire soviétique de 1945. La bourgeoisie n'a aucune prédisposition à dépenser de l'argent pour améliorer le sort des masses sans qu'elle y soit forcée, et depuis la contre-révolution qui a détruit l'Etat ouvrier dégénéré soviétique en 1991-1992, elle cherche à reprendre ces concessions pour accroître sa compétitivité face à ses rivales. Il faut lutter pied à pied contre ces attaques : tant qu'il y aura le capitalisme, la question de la lutte pour des réformes et la lutte contre leur démantèlement restent en permanence à l'ordre du jour. La tâche d'un parti révolutionnaire est, en partant d'une lutte inlassable pour défendre les droits et les conquêtes sociales des ouvriers et des opprimés, d'amener les travailleurs à comprendre que la prise du pouvoir par une révolution ouvrière est nécessaire. Comme l'écrivait la Quatrième Internationale de Trotsky en 1938 dans le *Programme de transition*, son document de fondation :

« [...] chaque revendication sérieuse du prolétariat et même

chaque revendication progressive de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois.

« La tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Cependant, l'accomplissement de cette tâche stratégique est inconcevable sans que soit portée la plus grande attention à toutes les questions de tactique, même petites et partielles. »

A bas les campagnes racistes du gouvernement !

Nous luttons donc contre tous les obstacles politiques à une prise de conscience révolutionnaire de la classe ouvrière. Par exemple, alors que Lutte ouvrière évite de parler du racisme dans ses éditoriaux des bulletins d'entreprise, nous insistons au contraire que la classe ouvrière de ce pays, qui depuis plus de cent ans est multiethnique, ne peut forger son unité qu'en se mobilisant contre les divisions racistes que la bourgeoisie fomenté pour l'affaiblir. *Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici ! A bas la loi raciste de Chirac sur le foulard islamique dans les écoles !* Ce sont des profs de LO et de la LCR qui, à l'automne 2003, avaient entamé une campagne pour l'exclusion de deux jeunes femmes voilées d'un lycée à Aubervilliers (voir nos articles dans *le Bolchévick* n° 166 et 167, décembre 2003 et mars 2004) et qui ont ainsi servi de marche-pied à la loi Chirac. Maintenant les exclusions de femmes voilées se multiplient dans les restaurants universitaires, dans des emplois à la mairie de Paris, etc.

La précarité (CDD, intérim, temps partiel) touche de manière disproportionnée les jeunes issus de l'immigration, notamment africaine et maghrébine, ainsi que les femmes. Contre l'augmentation du temps de travail pour les uns et du chômage pour les autres, nous luttons pour le partage du travail entre toutes les mains, sans perte de salaire.

Contre les campagnes racistes qui visent à isoler les populations immigrées ou issues de l'immigration du tiers-monde, les syndicats doivent organiser des mobilisations ouvrières. Les travailleurs des transports ont la puissance sociale pour empêcher les expulsions des sans-papiers en refusant de transporter les déportés. Une lutte efficace contre la privatisation en cours d'Aéroports de Paris, par exemple, inclurait la demande de fermeture immédiate de ces prisons spéciales que sont les « zones de rétention » où sont emprisonnés et torturés même des enfants en attente d'expulsion. Voilà comment mobiliser le 9-3, où habitent de nombreux ouvriers de la zone aéroportuaire de Roissy !

Les cheminots font face à une attaque en règle contre leur droit de grève, contre leurs effectifs et leurs salaires, et ils sont menacés de privatisation par morceaux en commençant par les plans TGV sur Internet, les gares, etc. Mais comment peuvent-ils espérer un « mouvement d'ensemble » avec le privé s'ils ne s'opposent pas à Vigipirate, un plan de quadrillage raciste par la police et l'armée des gares et autres nœuds de transport qui soumet à des « contrôles d'identité » permanents les jeunes ouvriers intérimaires de l'automobile et leurs frères ? Ce sont les mêmes flics racistes qui terrorisent les banlieues et qui s'attaquent aux piquets de grève, que ce soit à l'entrepôt d'H&M fin décembre ou demain à la SNCF. Les flics, loin d'être des « travailleurs en uniforme » comme le prétend la Gauche révolutionnaire, sont les chiens de garde de la propriété privée capitaliste, chargés

non pas de produire de la plus-value mais d'utiliser la violence armée contre ceux qui produisent la plus-value et qui songeraient à se révolter, les travailleurs.

D'ailleurs le gouvernement a donné le coup d'envoi du « débat » sur la loi Fillon sur l'école... en organisant une journée spéciale de rafles policières dans les lycées ; ces raids dans le style de la Gestapo, conduisant aux expulsions de lycéens sans papiers, sont le vrai visage brutal de la « lutte contre la violence à l'école » par l'Etat bourgeois. Comme aux USA, la « guerre contre la drogue » est une guerre raciste contre les jeunes des cités-ghettos. Nous luttons pour la dépénalisation complète de l'usage de stupéfiants.

Les bureaucrates syndicaux accompagnent les attaques, désorganisent les luttes

La division de la classe ouvrière par le racisme est un instrument très puissant aux mains de la bourgeoisie, et celle-ci peut compter sur ses lieutenants à l'intérieur même de la classe ouvrière (les bureaucrates syndicaux) pour maintenir les travailleurs divisés et affaiblis. En France le taux de syndicalisation, qui est nettement en-dessous de 10 %, est pratiquement le plus faible du monde industrialisé. De plus, dans la plupart des entreprises, il y a plusieurs syndicats qui se font concurrence et souvent brisent chacun les appels à la grève des autres. Dans les années 1980 en Grande-Bretagne Margaret Thatcher a attaqué frontalement les organisations ouvrières, cherchant notamment à détruire le puissant syndicat des mineurs. En France la bourgeoisie s'accommode au contraire fort bien d'organisations syndicales faibles qu'elle finance et qui en échange lui servent d'amortisseur aux luttes sociales.

De plus la CGT, l'UNSA, FO et même SUD ont des sections syndicales parmi les flics, ce qui efface la ligne de classe entre ouvriers et chiens de garde du capital. Nous disons : *Flics, police ferroviaire, matons, hors des syndicats !* Les syndicats et les partis réformistes en France dépendent financièrement bien plus des patrons et de l'Etat bourgeois que des cotisations de leurs membres (voir par exemple notre tract de l'année dernière sur EDF, dont le syndicat CGT est pourtant l'un des plus puissants du pays). Même un groupe comme Lutte ouvrière touchait en 2002 autant d'argent directement de l'Etat que de ses membres et sympathisants : plus de 700 000 euros (voir *le Journal officiel de la République française*, 18 septembre 2004) ! Qui paie les violons choisit la musique.

Il est bon que la CGT fasse une campagne de syndicalisation dans le tertiaire, mais en fait il s'agit pour elle de compenser ses pertes dans les entreprises publiques qui elles-mêmes sont dues à toutes les concessions qu'elle a faites ces dernières années, en particulier avec les privatisations en masse sous le gouvernement PS-PC de Jospin (France Telecom et Air France notamment). Assez du « syndicalisme de proposition » à la Thibault ou Chérèque !

Comme nous l'écrivions dans notre tract du 15 mai 2003, pendant les grèves en défense des retraites :

« Nous avons besoin de syndicats grands et puissants à l'échelle de chaque industrie, embrassant la majorité du prolétariat en tant que classe. Il faut aller au-delà de la lutte économique au niveau de l'usine afin de se mobiliser politiquement pour renverser cet ordre capitaliste fondamentalement injuste et construire une société où les travailleurs exercent le pouvoir. Pour cela il faut forger un nouveau parti authentiquement communiste. »

Le capitalisme de néo-apartheid de l'ANC

L'Afrique du Sud ravagée par le sida

Nous reproduisons ci-dessous un article publié dans le n° 4 (printemps-été 2004) de Spartacist South Africa, le journal de la section sud-africaine de la Ligue communiste internationale.

L'« Alliance tripartite » dirigée par les nationalistes bourgeois du Congrès national africain (ANC) célèbre « 10 ans de démocratie » et annonce fièrement la distribution de médicaments anti-rétroviraux (ARV) aux personnes atteintes du sida. Derrière l'autosatisfaction officielle, on retrouve l'obstruction criminelle à la mise en place des traitements et le rejet de la science qui, depuis le début, ont caractérisé la politique officielle sur le VIH/sida. La brutale réalité de l'Afrique du Sud est la convergence du déni du VIH et du système de profit capitaliste. Malgré cela, les ARV qui seront distribués sont les bienvenus parce que des vies seront sauvées, prolongées avec une meilleure qualité de vie – et ce n'est pas rien pour ceux qui vivent avec le VIH/sida.

Le développement des traitements ARV a transformé la vie des malades dans le monde entier. Ça n'a pas empêché [le président Thabo] Mbeki et les dirigeants de l'ANC de mener une campagne cruelle et idéologiquement réactionnaire contre ces traitements, campagne qui a compromis la mise en place des thérapies à base d'ARV, par rapport à ce qui serait possible même dans le cadre du capitalisme. Ceci s'est traduit par une **accélération** de l'épidémie en Afrique du Sud. Les assassins de l'ANC sont responsables de la mort d'au moins un millier de personnes par jour.

Le combat contre la pandémie du VIH/sida requiert une mobilisation de la société et de toutes ses ressources scienti-



Treatment Action Campaign

La marche de la Treatment Action Campaign devant le Parlement du Cap, en février 2003, afin d'exiger du gouvernement ANC des médicaments pour sauver des vies et combattre le sida.

fiques et médicales. Mais la réalité du capitalisme, ce sont des inégalités sociales extrêmes et un accès inégal aux soins médicaux. L'Ouganda, l'Inde ou le Brésil sont tous des pays connaissant une misère profonde, où des maladies que les traitements rendent bénignes dans les pays industriels avancés sont encore fatales. Dans de telles circonstances, même la plus « rationnelle » des politiques anti-sida se traduira par une condamnation à mort pour une multitude de gens. En Afrique du Sud, le service de traumatologie de l'hôpital de Milpark, dans une banlieue chic de Johannesburg, et le même service

à l'hôpital de Baragwanath, près de Soweto, sont deux mondes complètement différents. Nous disons : **Ouvrez les hôpitaux privés ! Des soins médicaux gratuits et de qualité pour tous !**

La puissante classe ouvrière sud-africaine doit faire sien le combat contre le gouvernement de néo-apartheid pour les traitements ARV. Le COSATU, le NACTU, la FEDUSA et les autres fédérations syndicales doivent réclamer pour tous leurs adhérents et pour tous les malades que les thérapies qui peuvent sauver des vies soient proposées à tous, qu'on déchire les brevets d'invention, et elles doivent exiger l'achat et la production immédiats des ARV nécessaires ! La classe ouvrière doit faire sien le combat pour l'**expropriation sans indemnités** des sociétés pharmaceutiques, ce qui est une mesure de santé publique vitale. Mais les bureaucrates syndicaux du COSATU et le Parti communiste sud-africain (SACP) sont les principaux obstacles à la lutte ouvrière dans ce pays, et jouent un rôle clé pour le gouvernement afin que

Suite page 11

Des médicaments anti-VIH gratuits pour tous !